



RAPPORT ANNUEL GOUVERNANCE & RSE



Une **Institution** en
transformation,
Un **impact** en
expansion

UNE INSTITUTION EN TRANSFORMATION,
UN IMPACT EN EXPANSION



L'exercice 2025 s'est déroulé dans un contexte économique international exigeant, marqué par des incertitudes persistantes. Le taux de croissance du PIB mondial a connu une baisse par rapport à celui de 2024 pour s'établir à 2,3%.

Quant à la liquidité internationale, elle a connu une relative stabilité avec un léger accroissement de 0,6%. Par prudence, les investisseurs ont opéré une sélectivité accrue dans l'orientation des financements en privilégiant les pays émergents et ceux d'Afrique au Sud du Sahara.

Au Bénin, selon le rapport du Fonds Monétaire International, l'économie a maintenu sa robuste croissance à 7,5%. L'inflation est bien maîtrisée à 1,1% et le déficit budgétaire est contenu à 2,8% du PIB en dessous de la norme communautaire de 3%.

C'est donc dans ce contexte que la CDC Bénin a mené ses activités au cours de l'année 2025.

Dans le cadre de sa mission, la Commission de Surveillance a veillé, avec rigueur et constance, à la solidité du cadre de gouvernance de la CDC Bénin, en s'assurant de l'alignement stratégique des décisions sur les priorités nationales et les meilleures pratiques internationales.

Les travaux menés au cours de l'année ont permis de consolider les dispositifs de contrôle interne, de renforcer la culture de gestion des risques et d'approfondir les exigences en matière de transparence et de redevabilité. Cette vigilance constitue un socle essentiel pour accompagner la croissance des activités de l'Institution.

La CDC Bénin a, par ailleurs, poursuivi son rôle structurant dans le financement de l'économie, en soutenant des investissements à fort effet de levier et en contribuant à l'émergence de solutions de financement innovantes adaptées aux besoins du tissu économique.

La Commission de Surveillance se félicite des progrès réalisés en matière d'intégration des critères ESG, qui traduisent une évolution vers un modèle de financement plus responsable, en phase avec les standards internationaux et les attentes des partenaires techniques et financiers.

Dans un contexte de transformation accélérée, nous demeurons attentifs à la poursuite des efforts engagés, notamment en matière d'optimisation de la performance des actifs, de diversification des sources de financement et de renforcement continu des pratiques de bonne gouvernance.

Romuald WADAGNI

Son Excellence Monsieur Romuald WADAGNI, alors Ministre de l'Economie et des Finances, en sa qualité de Président de la Commission de Surveillance sur l'exercice 2025, est investi Président de la République du Bénin depuis le 24/05/2026.

M. Nicolas YENOUSI, Ministre délégué chargé des Finances et de la Microfinance a été nommé Président de la Commission de Surveillance depuis le 01/07/2026.

MESSAGE DU PRESIDENT DE LA COMMISSION DE SURVEILLANCE



L'année 2025 marque une étape importante dans la trajectoire de transformation et de consolidation de la CDC Bénin.

Depuis le démarrage de ses activités, notre institution a progressivement affirmé son positionnement comme un acteur central du financement du développement au Bénin, capable de mobiliser des ressources de long terme, d'accompagner les priorités nationales et de contribuer à la structuration d'une économie plus résiliente, inclusive et durable.

L'exercice 2025 illustre cette montée en puissance.

Dans un environnement international marqué par les tensions économiques, nous avons poursuivi le renforcement des fondamentaux financiers, institutionnels et opérationnels de la CDC Bénin. Nos résultats traduisent la solidité du modèle construit depuis la création de l'institution : une gouvernance rigoureuse, une gestion prudente des risques, une mobilisation croissante des ressources domestiques et une capacité accrue à structurer des financements à fort impact.

Au-delà des performances financières, l'année 2025 a surtout été marquée par l'accélération de notre transformation institutionnelle.

Nous avons poursuivi l'intégration des standards internationaux en matière de gouvernance, de conformité, de qualité et de sécurité de l'information. Nous avons renforcé notre dispositif de gestion des risques, accéléré notre transformation digitale et engagé de nouvelles réformes destinées à améliorer l'efficacité de notre action et la qualité de nos interventions.

Nous avons également franchi une étape importante dans l'intégration des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) au cœur de notre stratégie d'investissement. Cette orientation reflète notre conviction qu'une institution publique de développement ne peut durablement créer de la valeur sans rechercher simultanément l'impact économique, social et environnemental.

A travers ses interventions, la CDC Bénin contribue activement au financement de projets structurants, au soutien du secteur privé, à la mobilisation de l'épargne nationale, au développement des infrastructures, à l'industrialisation et à la transformation durable de notre économie.

Ces avancées sont le fruit de l'engagement quotidien des équipes de la CDC Bénin, de la confiance renouvelée de nos partenaires ainsi que du soutien constant des plus hautes autorités de notre pays.

A l'aube d'un nouveau cycle stratégique, notre ambition est claire : faire de la CDC Bénin une institution financière de développement de référence en Afrique, reconnue pour sa solidité, son impact, sa capacité d'innovation et son engagement au service de l'intérêt général.

Nous poursuivrons cette ambition avec responsabilité, exigence et détermination.

MOT DE LA DIRECTRICE GENERALE

Maryse LOKOSSOU

Directrice Générale

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRESIDENT DE LA COMMISSION DE SURVEILLANCE	02
MOT DE LA DIRECTRICE GENERALE	04
SOMMAIRE	06
LISTE DES GRAPHIQUES	08
LISTE DES TABLEAUX	08
SIGLES ET ABRÉVIATIONS	09
COMPOSITION DE LA COMMISSION DE SURVEILLANCE ET DE SES COMITÉS SPECIALISÉS	10
ORGANES DE CONTRÔLE EXTERNES	12
RÉSUMÉ FINANCIER 2020 - 2025	14
FAITS MARQUANTS 2025	17
CDC BÉNIN : L'INTÉRÊT GÉNÉRAL COMME LEVIER DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET RÉSILIENT	20

INTRODUCTION

p. 23

GOUVERNANCE ET LEVIERS DE PERFORMANCE

p. 25

PERFORMANCES FINANCIÈRES ET STRATÉGIQUES

p. 34

GESTION DES RISQUES ET CONFORMITÉ

54

CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

p. 64

ENGAGEMENT RSE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

p. 70

ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE & PERSPECTIVES DE L'INSTITUTION

p. 82

CONCLUSION

p. 89

Annexe 1 :

Organigramme de la Caisse au 31 décembre 2025

p. 92

LISTE DES GRAPHIQUES

GRAPHIQUE 1 : EVOLUTION DES RESSOURCES MOBILISEES	37
GRAPHIQUE 2 : STRUCTURE DU BILAN AU 31 DECEMBRE 2025	38
GRAPHIQUE 3 : ACTIFS PONDERES AUX RISQUES AU 31 DECEMBRE 2025	39
GRAPHIQUE 4 : EVOLUTION DU VOLUME NET DES OPERATIONS DE FINANCEMENTS APPROUVES	50
GRAPHIQUE 5 : REPARTITION DES APPROBATIONS NETTES PAR SECTEUR ET PAR INSTRUMENT AU 31 DECEMBRE 2025	51
GRAPHIQUE 6 : ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES DECISIONS PAR INSTRUMENT D'INTERVENTION AU 31 DECEMBRE 2025	52

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 : REPARTITION DU PERSONNEL PAR CATEGORIE ET PAR GENRE AU 31 DECEMBRE 2025	29
TABLEAU 2 : SITUATION DES AGREGATS CLES ET RATIOS FINANCIERS AU 31/12/2025	40
TABLEAU 3 : EVOLUTION DES RATIOS PRUDENTIELS	42
TABLEAU 4 : EVOLUTION DES RATIOS DE SOLVABILITE	43
TABLEAU 5 : BILAN AU 31 DECEMBRE 2025	46
TABLEAU 6 : COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2025	49

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AFD	: Agence Française de Développement
BAD	: Banque Africaine de Développement
BCEAO	: Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BOAD	: Banque Ouest Africaine de Développement
CAR	: Comité d'Audit et de Risque
CDC Bénin	: Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin
CdG	: Commissaire du Gouvernement près la CDC Bénin
CI	: Comité d'Investissement
CS	: Commission de Surveillance
DOSQ	: Département de l'Organisation, de la Stratégie et de la Qualité
CSM	: Cellule Support au Management
DAI	: Département de l'Audit Interne et de l'Inspection
DCH	: Département du Capital Humain
DCP	: Département Consignations – Déconsignations et Produits en Développement
DF	: Département des Finances
DGR	: Département de Gestion des Risques
DI	: Département des Investissements
GDIZ	: Glo-Djigbé Industrial Zone
ISR	: Investisseur Socialement Responsable
LCR	: Liquidity Coverage Ratio
MEF	: Ministère de l'Economie et des Finances
MIN	: Marge d'Intérêt Nette
NSFR	: Net Stable Fund Ratio
PNB	: Produit Net Bancaire
ODD	: Objectifs de Développement Durable
RSE	: Responsabilité Sociétale de l'Entreprise
SIPI Bénin	: Société d'Investissements et de Promotion de l'Industrie

COMPOSITION DE LA COMMISSION DE SURVEILLANCE ET DE SES COMITÉS SPÉCIALISÉS



N°	Membres	Fonction	Commission de Surveil- lance (CS)	Comité d'Audit et Risque (CAR)	Comité d'Investis- sment (CI)	Comité stratégique (COS)
1	M. Romuald WADAGNI	Ministre d'État, Ministre de l'Economie et des Finances, en charge de la Coopération	Président	—	—	Membre
2	M. Abdoulaye BIO TCHANE	Ministre d'État, Ministre du Développement et de la Coordination de l'Action gouvernementale	Membre	Président	—	Président
3	M. Aristide Nounagnon DJIDJOHO	Secrétaire Général Adjoint de la Présidence de la République	Membre	—	Président	—
4	Hon. Gérard GBENONCHI	Président de la Commission des Finances et des Échanges de l'Assemblée nationale	Membre	—	Membre	Membre
5	Hon. Lambert AGONGBONON	Président de la Commission du Plan, de l'Équipement et de la Production de l'Assemblée nationale	Membre	Membre	—	—
6	M. Oumara KARIMOU ASSOUMA	Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique	Membre	Membre	—	—
7	M. Apollinaire CADETE TCHINTCHIN	Directeur Général de la Caisse nationale de Sécurité Sociale	Membre	—	Membre	—

ORGANES DE CONTRÔLE EXTERNES

N°	ORGANES		OBSERVATIONS
COMMISSAIRES AUX COMPTES			
1	TITULAIRES	SUPPLÉANTS	Ils sont nommés par décret n°584 du 24 décembre 2019 pour un mandat de trois (03) renouvelable une fois à compter de l'exercice clos au 31 décembre 2020. Le mandat a été renouvelé par le décret n°202 du 26 avril 2023 et prend fin après l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.
	Forvis Mazars Bénin	KEKELI EXPERTISES	
	Fiduciaire d'Afrique	Experts-Comptables & Consultants Associés (ExCCA)	
AUTRES ORGANES DE CONTRÔLE EXTERNE			
2	Les dispositions sur le contrôle externe de la CDC Bénin sont définies par l'article 53 de ses Statuts modifiés.		
	En tant qu'établissement public, la Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin est soumise aux contrôles prévus par les textes en vigueur notamment par l'Inspection Générale des Finances (IGF) et la Cour des Comptes.		

RÉSUMÉ FINANCIER

2020 - 2025



1 074 831

millions de FCFA
de dépôts et consignations



1 126 308

millions de FCFA
de total bilan



760 607

millions de FCFA
de financements approuvés



17 914

millions de FCFA
de résultat net



705 009

millions de FCFA
de placements financiers



75 418

millions de FCFA
de résultats nets cumulés

(Montant en millions de FCFA)	2025	2024	2023
Ressources totales	1 319 824	1 091 862	948 994
Dépôts et consignations brutes	1 074 831	940 225	808 956
Capitaux propres	244 993	151 637	140 038
Placements financiers	705 009	708 173	631 610
Dépôts à terme	296 250	311 500	231 100
Titres obligataires	375 634	362 349	366 523
Billets de trésorerie, titres de transaction, Bons de trésor et créances rattachées	33 125	34 324	33 987
Financements et investissements approuvés	760 608	679 148	551 196
Prise de participation	167 204	165 784	132 539
Prêt long terme	152 685	152 645	142 948
Garantie	270 088	200 088	130 078
Ligne de financement banques et SFD	70 000	60 000	45 000
Investissements propres	100 631	100 631	100 631
Total Bilan	1 126 308	1 061 967	958 687
Actifs financiers	705 009	708 173	631 610
Capitaux propres	244 993	151 637	140 038
Produit Net Bancaire	21 915	20 893	18 348
Résultat net	17 914	17 973	15 287

FAITS MARQUANTS 2025





UNE ANNÉE DE RAYONNEMENT, D'INNOVATION ET DE CONSOLIDATION INSTITUTIONNELLE

L'année 2025 marque une étape importante dans le développement de la Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin (CDC Bénin). Entre rayonnement international, innovation financière et célébration d'un premier cycle de croissance institutionnelle, la CDC Bénin a poursuivi son engagement en faveur de la mobilisation des ressources (134 550 millions de FCFA), du financement du développement durable et du renforcement de son rôle d'investisseur institutionnel de référence (81 460 millions de FCFA), notamment par la participation à la création de la Société Béninoise des Infrastructures Maritimes et Fluvio-lagunaires (SoBIMaF) et à la création de Idawa Capital, un fonds PME en partenariat avec Investisseurs & Partenaires (I&P). La CDC Bénin a également conclu des accords de partenariat avec la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) ainsi qu'avec PROPARCO, filiale du Groupe AFD.



DIASDEV : UNE NOUVELLE DYNAMIQUE POUR MOBILISER L'ÉPARGNE DE LA DIASPORA



Le 17 décembre 2025, la CDC Bénin a organisé la restitution finale de l'étude de faisabilité du projet Diaspora et Développement (DIASDEV), réalisée avec l'appui de l'Agence Française de Développement (AFD), d'Expertise France et du Forum des Caisses de Dépôts.

Cette initiative vise à mieux mobiliser, sécuriser et orienter l'épargne de la diaspora au service du développement économique national. Les travaux menés ont permis d'identifier plusieurs pistes de produits innovants en cohérence avec la mission de la CDC Bénin, notamment des solutions destinées à la « famille diaspora » ainsi que des produits d'investissement dans le secteur immobilier.

En sa qualité de tiers de confiance, la CDC Bénin entend développer des mécanismes simples, transparents et sécurisés permettant aux membres de la diaspora de contribuer durablement au financement du logement, de la protection financière des ménages et des investissements productifs. Cette initiative ouvre des perspectives prometteuses pour la mobilisation de ressources additionnelles au service d'une croissance inclusive et durable.



LA CDC BÉNIN PREND LA PRÉSIDENTENCE DU FORUM DES CAISSES DE DÉPÔTS



Réunis à Nouakchott (Mauritanie) les 2 et 3 décembre 2025 à l'occasion de leur conférence biennale, les membres du Forum des Caisses de Dépôts ont confié à la CDC Bénin la présidence du Forum pour le mandat 2026-2028.

Cette désignation consacre le rôle croissant de la CDC Bénin au sein du réseau des Caisses de Dépôts et témoigne de la reconnaissance des avancées institutionnelles réalisées au Bénin. Sous son impulsion, le Forum entend renforcer la coopération technique et financière entre ses membres, promouvoir le développement d'instruments financiers innovants, accélérer la transition vers une finance durable et encourager la responsabilité sociétale, l'égalité de genre ainsi que le leadership féminin. La nouvelle présidence portera également une ambition forte de structuration du Forum à travers des mécanismes de coordination, de suivi et de capitalisation des connaissances, afin de renforcer l'efficacité collective des Caisses de Dépôts dans leurs missions de financement du développement.



CINQ ANS D'EXISTENCE : DE LA VISION À L'IMPACT

L'année 2025 a également été marquée par la célébration des cinq années d'existence de la CDC Bénin, à travers l'organisation du « CDC Bénin Talk » le 18 décembre 2025. Cet événement a constitué une occasion privilégiée de revenir sur les réalisations du premier quinquennat de l'institution. Depuis son opérationnalisation en 2020, la CDC Bénin s'est affirmée comme un acteur majeur du financement du long terme, en mobilisant des ressources, en soutenant des projets structurants et en contribuant à la transformation économique du pays. Les échanges ont également permis d'ouvrir une réflexion prospective sur les enjeux de croissance des entreprises béninoises, le financement de l'entrepreneuriat et le développement du marché de l'équité. Les interventions de personnalités du secteur privé, notamment Messieurs Régis Facia et Idrissa Nassa, ont enrichi les débats sur les leviers de croissance et de compétitivité des entreprises africaines. Forte du soutien de ses autorités de tutelle, de sa Commission de Surveillance et de ses partenaires, la CDC Bénin aborde désormais une nouvelle phase de son développement, avec l'ambition d'accroître son impact économique et social, de renforcer son rayonnement international et de poursuivre son action au service d'un développement durable, inclusif et créateur de valeur pour les générations présentes et futures.

CDC Bénin :
L'intérêt Général
comme **Levier** du
Développement
Durable et Résilient



Instituée par la loi n°2018-38 du 17 octobre 2018, la Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin (CDC Bénin) est une institution publique investie d'une mission d'intérêt général, dédiée au financement du développement économique et social du pays. Elle a pour vocation d'apporter des solutions innovantes et durables aux besoins de financement, en particulier à long terme, en mobilisant, sécurisant et valorisant l'épargne ainsi que les fonds réglementés qui lui sont confiés.

En tant qu'acteur clé du financement de développement, la CDC Bénin oriente ses ressources vers des projets structurants, tant dans les secteurs publics que privé, contribuant ainsi à la transformation économique du Bénin. Elle agit en appui aux politiques publiques de l'État et des collectivités territoriales, tout en jouant un rôle complémentaire au système financier classique. Ses interventions couvrent un large éventail d'activités, allant de la gestion des dépôts et consignations à l'administration de fonds publics et privés, en passant par la gestion des réserves des fonds de retraite et la réalisation d'investissements stratégiques de long terme. Elle peut également intervenir en gestion sous mandat, consolidant ainsi son rôle de tiers de confiance au service de l'économie.

Pour la mise en œuvre de ses missions, la CDC Bénin s'appuie sur trois métiers complémentaires :



Elle mobilise à cet effet une gamme diversifiée d'instruments, articulée autour des engagements directs (prises de participation, prêts actionnaires, financement des banques et création de filiales) et des engagements par signature (garanties), afin d'apporter des solutions adaptées aux besoins des projets et de maximiser leur effet de levier.

Au-delà des exigences de performance financière, la CDC Bénin inscrit ses décisions d'investissement dans une approche stratégique intégrée, alignée sur les référentiels nationaux et internationaux, notamment les Objectifs de Développement Durable, l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, le Plan National de Développement et le Programme d'Actions du Gouvernement. Dans ce cadre, elle privilégie des projets à fort impact, porteurs de transformation durable, en s'appuyant sur des critères rigoureux tels que l'alignement stratégique, l'intérêt général, l'impact socio-économique, la durabilité environnementale, l'innovation, l'inclusion, la viabilité financière et les synergies sectorielles.

A travers cette approche, la CDC Bénin consolide son positionnement en tant qu'investisseur institutionnel de référence, engagé dans la promotion d'un modèle de croissance durable, inclusif et résilient au service du développement du Bénin.

INTRODUCTION

L'année 2025 consacre une étape décisive dans la trajectoire de transformation de la Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin (CDC Bénin), marquée par la consolidation de ses fondamentaux institutionnels et l'affirmation progressive de son rôle d'investisseur de long terme au service du développement durable.

Dans un environnement mondial caractérisé par une volatilité accrue, des tensions sur les marchés financiers et une orientation des flux d'investissement vers des modèles plus durables, la CDC Bénin a su renforcer sa crédibilité et affirmer une stratégie cohérente, fondée sur la discipline financière, la rigueur de gouvernance et la recherche d'impact.

Le présent Rapport Annuel, Gouvernance et Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) 2025 met en lumière les avancées significatives réalisées dans la structuration des dispositifs de gouvernance, le renforcement de la gestion des risques et l'intégration systématique des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans les processus décisionnels.

Il illustre également la montée en puissance d'un modèle d'intervention qui conjugue performance financière, allocation efficiente du capital et contribution mesurable aux priorités nationales de développement, en cohérence avec les Objectifs de Développement Durable.

A travers ce rapport, la CDC Bénin réaffirme son ambition d'être une institution exemplaire, catalytique et responsable, capable de mobiliser des ressources de long terme et d'orienter les investissements vers des projets à fort impact économique, social et environnemental.

Il convient à présent d'examiner les fondements organisationnels et opérationnels qui structurent la performance de l'institution, à commencer par la gouvernance et les principaux leviers de performance.

01

GOUVERNANCE ET LEVIERS DE PERFORMANCE

1.1 GOUVERNANCE DE LA CDC BENIN

La CDC Bénin dispose de deux organes de gouvernance que sont la Commission de Surveillance et la Direction Générale.

1.1.1 LA COMMISSION DE SURVEILLANCE

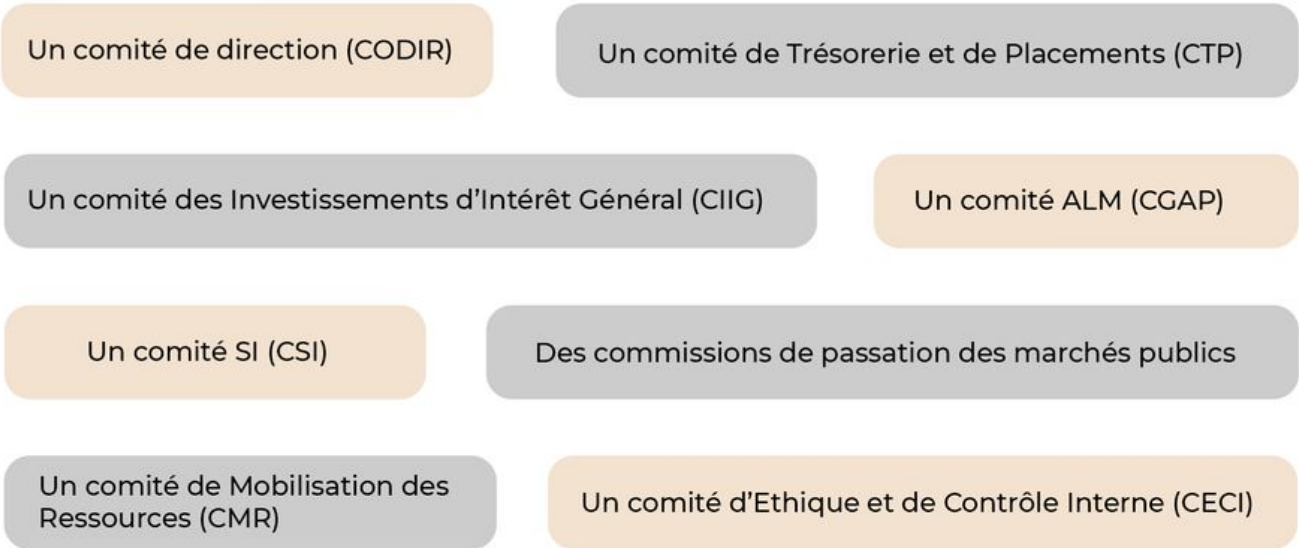
La CDC Bénin est administrée par une Commission de Surveillance dont les attributions, l'organisation et le fonctionnement sont rappelés dans les statuts de l'institution.

Dans le cadre de ses missions, la Commission de surveillance s'appuie sur les trois (03) comités ci après :



1.1.2 LA DIRECTION GÉNÉRALE

La Direction Générale est l'organe exécutif de la Caisse. Elle est dirigée par un Directeur Général, nommé par décret pris en Conseil des Ministres après avis conforme de la Commission de Surveillance pour un mandat de cinq (5) ans, renouvelable une fois. Pour remplir les missions qui lui sont assignées, le Directeur Général se fait assister par les comités techniques suivants, sans s'y limiter :



1.2 GOUVERNANCE INTERNATIONALE ET COOPERATION INSTITUTIONNELLE

L'année 2025 a été marquée par le renforcement du rayonnement institutionnel de la CDC Bénin au plan continental. Réunis à Nouakchott, en Mauritanie, les 2 et 3 décembre 2025 à l'occasion de leur conférence biannuelle, les membres du Forum des Caisses de Dépôts ont confié à la CDC Bénin la présidence de l'organisation pour le mandat 2026-2028.

À travers cette présidence, la CDC Bénin entend contribuer au renforcement de la coopération technique et financière entre les membres du Forum, à la promotion d'instruments financiers innovants, à l'accélération de la finance durable ainsi qu'à la valorisation de la responsabilité sociétale, de l'égalité de genre et du leadership féminin.

Cette nouvelle responsabilité constitue un levier de positionnement stratégique pour la CDC Bénin et confirme son ambition de participer activement aux initiatives africaines de financement du développement.



1.3 LEVIERS DE PERFORMANCE

Afin d'accroître ses performances et consolider sa résilience, la CDC Bénin a poursuivi le renforcement de ses capacités en matière de gestion du capital humain, de gestion du système d'information et d'adoption de standards internationaux.

1.3.1 GESTION DU CAPITAL HUMAIN

Au 31 décembre 2025, la Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin compte un effectif total de cinquante-cinq (55) collaborateurs, dont 33% de femmes, contre un effectif de quarante-cinq (45) au 31 décembre 2024, soit une augmentation de 22%.

L'évolution de l'effectif au titre de l'année 2025 s'explique principalement par le recrutement au cours du premier trimestre de l'année de quatre cadres professionnels, de six autres cadres et agents de maîtrise portant le nombre de cadres professionnels à trente-six (36) soit 65,5% de l'effectif total. Lesdits recrutements visent à assurer la gestion efficace des activités du Département des Investissements, du Département Juridique, du Département Audit et Inspection, de la Cellule Support au Management et de la Cellule de Contrôle des marchés publics ainsi que de la Direction Générale.

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre de ses actions de responsabilité sociale, l'Institution continue de contribuer à :

- La professionnalisation des jeunes étudiants et diplômés dans divers métiers à travers des stages académiques et professionnels. Au total, une dizaine de stagiaires ont été formés tout au long de l'année. L'institution a poursuivi son partenariat avec trois écoles et centres universitaires de référence afin de renforcer son engagement en faveur de l'éducation et d'établir les bases pour le lancement de son programme jeune gradué en 2026 ;
- La promotion du personnel féminin dans le top management : au cours de l'exercice 2025, la CDC Bénin a mis en œuvre plusieurs initiatives pour le renforcement du leadership féminin notamment à travers des parcours de formation dédiés au personnel féminin. L'objectif de la Caisse est d'accroître le ratio de femmes directrices de départements en lien avec l'ODD 5 (Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles).

TABLEAU 1 : RÉPARTITION DU PERSONNEL PAR CATÉGORIE ET PAR GENRE AU 31 DÉCEMBRE 2025

ELÉMENTS	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES
DIRECTEUR GÉNÉRAL	0	1	1	0%	100%
DIRECTEURS	9	3	12	75%	25%
CADRES PROFESSIONNELS	25	11	36	69%	31%
AGENTS DE MAÎTRISE	1	3	4	25%	75%
AGENTS AUXILIAIRES	2	0	2	100%	0%
TOTAL	37	18	55	67%	33%

Source : Département du Capital Humain, des Systèmes d'Information et des Moyens Généraux

L'Institution continue d'œuvrer à l'épanouissement du personnel dans un environnement de travail attractif et sécurisé, avec la promotion de l'équilibre individuel entre vie professionnelle et personnelle. Entre autres, les activités ci-après sont organisées :

- Team Building au profit du personnel
- Séances de sensibilisation
- Marches collectives et sport
- Formations



1.3.2 GESTION DU SYSTÈME D'INFORMATION

L'année 2025 a été marquée par la poursuite de la mise en œuvre du Schéma Directeur du Système d'Information (**SDSI**) de la Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin, à travers l'avancement de plusieurs projets applicatifs visant à soutenir la transformation digitale de l'Institution.

Dans ce cadre, plusieurs solutions ont été finalisées et mises en production au cours de l'année 2025. Il s'agit notamment des applications de digitalisation de la fonction juridique, de Business Intelligence (**BI**) dédiée au pilotage et à l'aide à la décision, ainsi que des solutions de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (**GPEC**) et de Learning Management System (**LMS**) destinées à renforcer la gestion et le développement du capital humain.

Par ailleurs, d'autres projets initiés ou poursuivis en 2025 demeurent en cours de déploiement. Il s'agit notamment des solutions de gestion des risques (**ALM**) et de gestion des investissements, dont les travaux ont été engagés au cours de l'année. La solution de gestion de la trésorerie et des placements, dont les travaux avaient débuté en 2024, a également poursuivi sa phase de mise en œuvre en 2025.

Outre ces projets sus cités, la Division des Systèmes d'Information a poursuivi ses efforts de développement interne afin de répondre à certains besoins opérationnels de l'Institution. À ce titre, plusieurs applications ont été conçues et déployées, notamment une solution de gestion des demandes de fournitures ainsi qu'une application de gestion de l'historique du stock des consignations issues des greffes des juridictions.

L'année 2025 a également été marquée par la remise en service et la généralisation de la plateforme **GLPI**, outil centralisé de gestion des demandes d'assistance informatique. Cette plateforme permet d'améliorer la traçabilité, la priorisation et le suivi des incidents et des demandes des utilisateurs, contribuant ainsi à renforcer la qualité et la réactivité du support informatique au sein de l'Institution.

Sur le plan des infrastructures technologiques, des investissements significatifs ont été réalisés afin de renforcer la résilience, la sécurité et la capacité d'évolution du système d'information. Les travaux ont notamment porté sur :

- La modernisation de l'architecture réseau ;
- Le renforcement des dispositifs de sécurisation des accès et de l'administration des systèmes ;
- L'amélioration de la sécurité périmétrique et applicative ;
- L'augmentation des capacités de stockage et de protection des données.

Ces différentes initiatives ont permis de consolider les fondations techniques nécessaires au déploiement des nouvelles applications et de renforcer le niveau global de sécurité, de disponibilité et de performance du système d'information de la CDC Bénin.

1.3.3. ADOPTION DES STANDARDS INTERNATIONAUX



Dans le cadre de sa démarche d'amélioration continue et de renforcement de sa gouvernance, l'institution a poursuivi en 2025, la mise en œuvre de systèmes de management conformes aux standards internationaux.

Les projets de conformité aux normes ISO engagés depuis 2023 ont connu des avancées significatives. Ainsi, les mises en conformité des systèmes de management de la qualité et de la sécurité de l'information aux normes ISO 9001 et ISO 27001 ont été finalisées au cours de l'exercice 2025. Cette étape marque l'aboutissement d'un processus ayant permis de renforcer la maîtrise des processus internes, d'améliorer la satisfaction des utilisateurs et de sécuriser les actifs informationnels de l'institution.

Parallèlement, les projets relatifs aux normes ISO 14001 (management environnemental) et ISO 45001 (santé et sécurité au travail) démarrés, demeurent en phase de conception à fin 2025. Les travaux engagés ont principalement porté sur l'identification des enjeux environnementaux et de santé et sécurité, l'analyse des risques et opportunités, ainsi que la définition des politiques et dispositifs de gestion adaptés.

L'institution réaffirme ainsi son engagement à intégrer de manière progressive et cohérente les exigences des standards internationaux, dans une logique d'excellence opérationnelle.

1.4 AUDIT ET INSPECTION

En 2025, la Caisse a enregistré d'importants progrès dans son dispositif d'audit, d'inspection et de contrôle interne. L'évaluation réalisée à partir de sources consolidées (audits interne/externe, rapports d'activités, politiques et procédures) a permis d'apprécier l'évolution de la performance, de la maturité du contrôle interne et de l'efficacité des mécanismes de gestion des risques.

L'année a été marquée par un renforcement notable de la culture de maîtrise des risques grâce à des actions de sensibilisation, de formation et de montée en compétences. Cette dynamique a favorisé une meilleure appropriation des outils de gouvernance et une responsabilisation accrue des équipes. Toutefois, des vulnérabilités subsistent, notamment la dépendance aux traitements manuels et le retard de formalisation documentaire, limitant la maturité globale du dispositif.



Parallèlement, la performance institutionnelle s'est améliorée : des objectifs opérationnels ont été définis pour chaque métier et des évaluations individuelles ont renforcé la transparence et la lisibilité des résultats. La cartographie des risques consolide le socle d'analyse et de supervision.

Les trois niveaux de maîtrise ont pleinement fonctionné, assurant auto contrôle, supervision des risques et évaluation indépendante. Néanmoins, certains risques demeurent sensibles (réputation, contexte politique, fragilité de certaines fonctions de contrôle), appelant une vigilance continue.

Enfin, la communication interne et le dialogue avec le Comité d'Audit et de Risque ont été renforcés. Les missions de contrôle ont été menées conformément au plan annuel, avec un appui réel d'expertises externes pour maintenir l'alignement avec les meilleures pratiques internationales et soutenir l'amélioration continue.

Portée par cette gouvernance de transformation et de consolidation, la CDC Bénin a poursuivi ses performances financières et stratégiques réalisées au cours de l'exercice 2025, qui sont présentées dans les sections suivantes.





02

**PERFORMANCES
FINANCIERES ET
STRATEGIQUES**

2.1. MOBILISATION DE RESSOURCES

En 2025, la CDC Bénin a consolidé son positionnement en tant que tiers de confiance de référence dans la sécurisation et la gestion des dépôts réglementés ainsi que des fonds pour compte de tiers. A travers cette mission, l'institution continue de jouer un rôle essentiel dans la préservation des intérêts des déposants, la fluidification des opérations et le renforcement de la confiance au sein de l'écosystème financier béninois

Le volume global des consignations enregistrées au cours de l'exercice s'est établi à 134 550 millions de FCFA, en hausse de 2,42 % par rapport à l'année précédente. Cette évolution s'explique principalement par la normalisation de certaines opérations exceptionnelles observées en 2025.

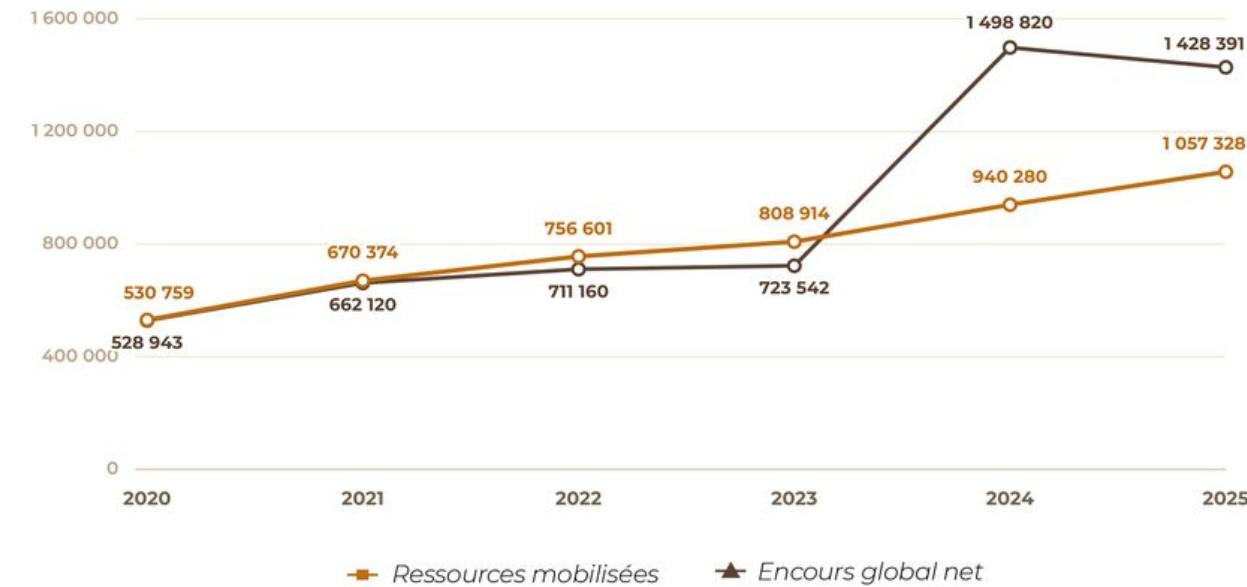
L'activité de gestion pour compte de tiers (**GCT**) demeure le principal levier de mobilisation des ressources, avec un volume de **63 590 millions de FCFA** collectés, représentant plus de **47,26%** des consignations de l'exercice. Cette performance confirme la confiance croissante des partenaires institutionnels et la pertinence du modèle de gestion déléguée développé par la CDC Bénin.

Les assujettis traditionnels ont, quant à eux, contribué à hauteur de **53 458 millions de FCFA**, soutenus par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) pour **22 195,7 millions de FCFA**, les entreprises privées pour **11 098,3 millions de FCFA**, les fonds rendus indisponibles pour **7 747,8 millions de FCFA**, les entreprises publiques pour **4 996,6 millions de FCFA** ainsi que d'autres contributeurs pour **7 419,6 millions**. Cette diversification des sources de consignation traduit l'élargissement progressif de la base des déposants et le renforcement de l'ancrage institutionnel de la CDC Bénin.

Sur la même période, les déconsignations se sont élevées à **91 685,7 millions de FCFA** dont **69 980,3 millions de FCFA** au titre des opérations de gestion pour compte de tiers. Ce niveau élevé de restitution reflète l'intensification des flux administrés par l'institution, ainsi que l'efficacité des mécanismes de traitement, de traçabilité et de reversement mis en place.

Ces résultats confirment le rôle stratégique de la CDC Bénin comme plateforme institutionnelle de sécurisation et de gestion des flux financiers au service de l'État, des partenaires institutionnels, des acteurs économiques et des professions juridiques.

GRAPHIQUE 1 : EVOLUTION DES RESSOURCES MOBILISÉES



Source : DCP - CDC Bénin

2.2. RESULTATS FINANCIERS CLES DE 2025

Les résultats financiers 2025 de la CDC Bénin montrent une performance solide, portée par la montée en puissance des investissements et une allocation plus dynamique des ressources. La structure financière reste équilibrée et résiliente, soutenant le développement futur. L'efficacité opérationnelle se traduit par un haut niveau de mise en œuvre des projets, bien que la gestion des risques, de la rentabilité et de la liquidité demeure cruciale. Globalement, la CDC Bénin confirme sa trajectoire positive comme investisseur de long terme, avec un besoin constant d'optimisation du rendement des investissements et de diversification des revenus.

2.2.1. RATIOS FINANCIERS ET PRUDENTIELS

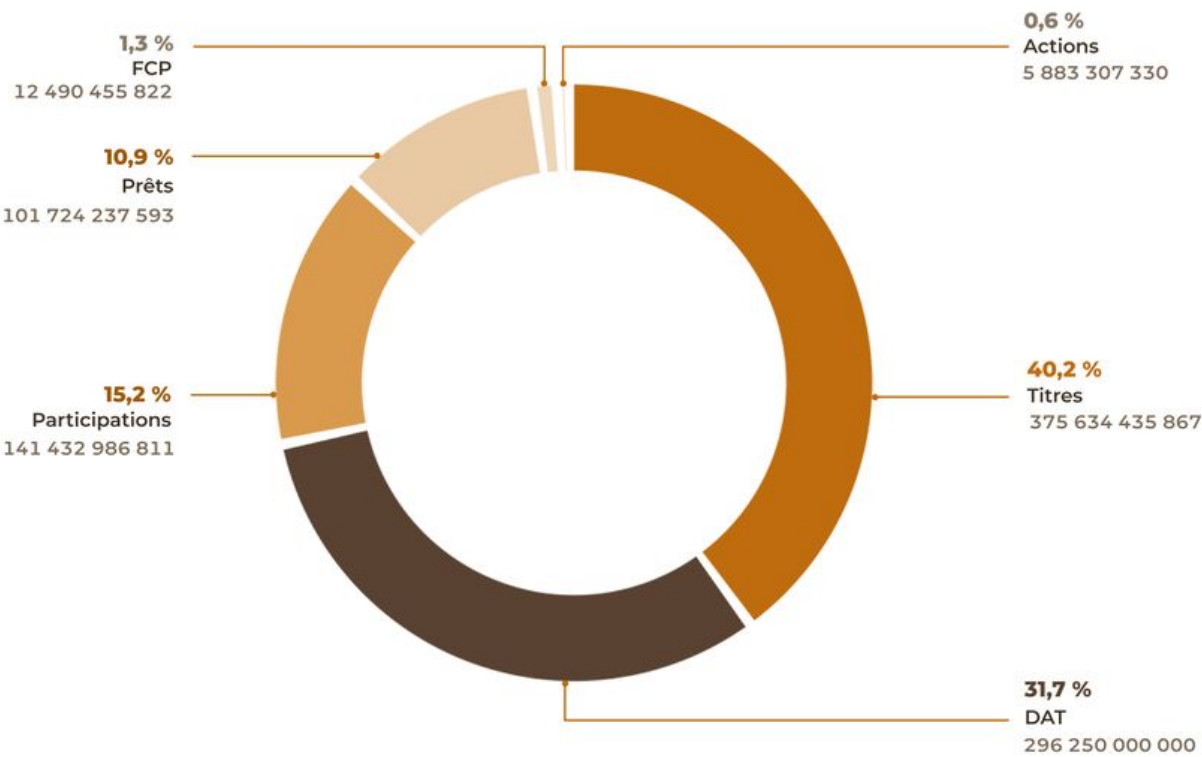
En 2025, la CDC Bénin a consolidé son positionnement en tant que tiers de confiance de référence dans la sécurisation et la gestion des dépôts réglementés ainsi que des fonds pour compte de tiers. A travers cette mission, l'institution continue de jouer un rôle essentiel dans la préservation des intérêts des déposants, la fluidification des opérations et le renforcement de la confiance au sein de l'écosystème financier béninois

2.2.1.1. SITUATION DU PORTEFEUILLE AU 31 DÉCEMBRE 2025

RÉPARTITION DU PORTEFEUILLE AU BILAN ET HORS BILAN

Au 31 décembre 2025, le portefeuille de la CDC Bénin s'établit à **1 135,80 milliards de FCFA** (hors créances rattachées), traduisant une progression annuelle de 1% par rapport à décembre 2024. La structure du portefeuille demeure dominée par les engagements au bilan, qui représentent 82% contre 18% pour les engagements hors bilan.

GRAPHIQUE 2 : STRUCTURE DU BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2025



Source : DGR - CDC Bénin

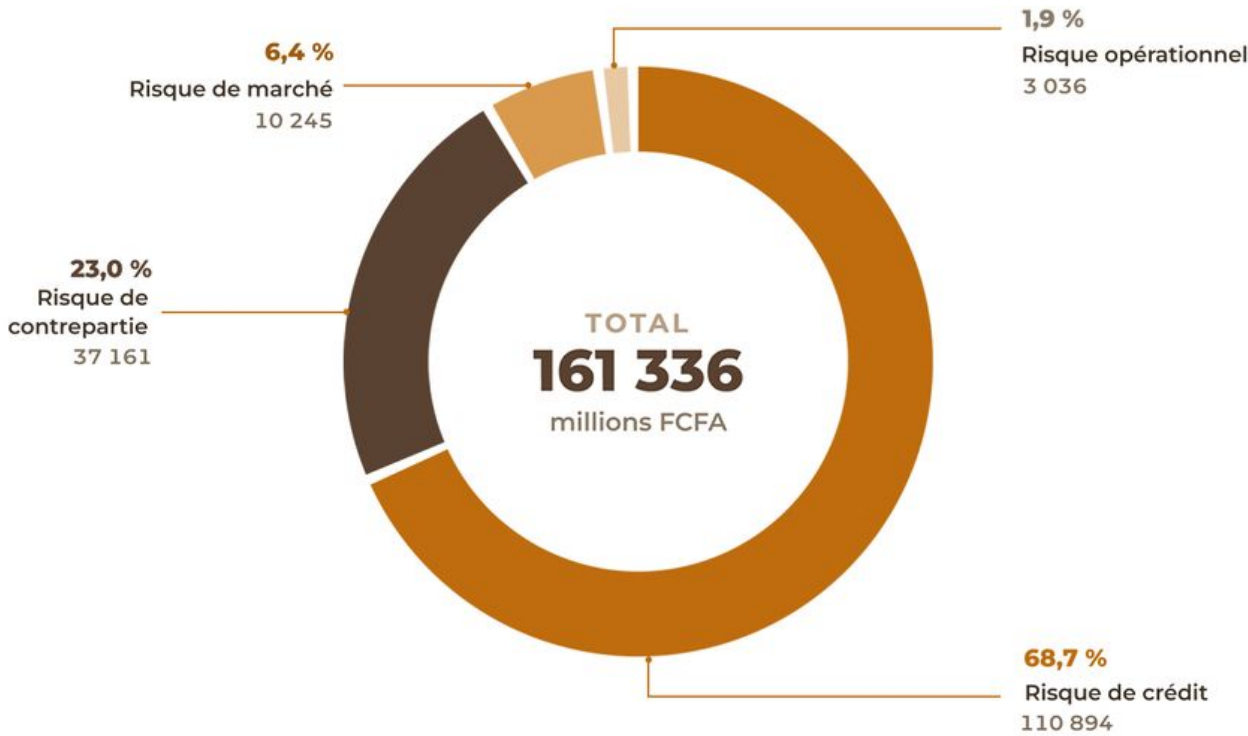
ACTIFS PONDÉRÉS AUX RISQUES DE LA CDC BÉNIN

Les expositions pondérées selon les risques de la CDC Bénin, couvrant à la fois les actifs au bilan et les engagements hors bilan, s'élèvent à **161,3 milliards de FCFA**. Ce montant constitue un indicateur clé du niveau de risque de l'institution et sert de référence pour le calcul de son ratio de solvabilité.

L'analyse de la répartition des risques révèle une prédominance du risque de crédit, qui représente **69%** de l'exposition totale pondérée, en raison des financements accordés au cours de la période. Le risque de contrepartie suit avec une part de 23%, tandis que le risque de marché, lié aux titres financiers, s'établit à 6%. Enfin, le risque opérationnel demeure marginal, avec une contribution de 2% à l'exposition totale pondérée au risque, au 31 décembre 2025.

Au 31 décembre 2025, la CDC Bénin dispose de fonds propres suffisants pour financer des projets d'infrastructures majeurs en appui aux politiques publiques. Cette capacité repose sur une gestion prudente des risques, préservant l'équilibre des indicateurs prudentiels tout en contribuant au développement économique et social du pays.

GRAPHIQUE 3 : ACTIFS PONDÉRÉS AUX RISQUES AU 31 DÉCEMBRE 2025



Source : DGR - CDC Bénin

2.2.1.2. RATIOS FINANCIERS

Les ratios financiers de la CDC Bénin affichent globalement un niveau satisfaisant, conforme aux standards internationaux et aux exigences réglementaires en vigueur.

TABLEAU 2 : SITUATION DES AGRÉGATS CLÉS ET RATIOS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2025

RATIOS DE GESTION	SEUIL	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2025
Taux de rentabilité	>3,4%	5,0%	4,83%	4,8%	4,61%
Coefficient net d'exploitation	<65%	12,1%	15,52%	16,46%	16,43%
Return on Asset	>1%	1,7%	1,59%	1,49%	1,59%
Return On Equity	—	14,5%	10,92%	10,56%	7,31%
Marge Nette d'intérêt	—	2,2%	2,15%	1,95%	1,62%
Surface financière	>2%	12,0%	14,61%	14,1%	21,75%
Rentabilité d'exploitation	—	87,9%	83,32%	84,39%	81,74%

Source : DGR - CDC Bénin

L'analyse détaillée des indicateurs se présente comme suit :

TAUX DE RENTABILITÉ

Le taux de rentabilité au 31 décembre 2025 s'établit à 4,61%, en légère baisse par rapport à décembre 2024. Ce taux, qui reflète les intérêts perçus sur les actifs financiers, demeure supérieur au taux moyen pondéré d'endettement de l'État, lequel est de 3,4% à fin juin 2025.

COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION

Pour une norme de 65% maximum, le coefficient net d'exploitation qui rapporte les charges d'exploitation au produit net bancaire ressort à 16,43%, en légère baisse par rapport à fin décembre 2024 (16,46 %). Cette légère baisse traduit cependant une bonne maîtrise des charges opérationnelles malgré la croissance des activités de l'institution.

RATIO DE RENDEMENT DES ACTIFS (RETURN ON ASSET)

La rentabilité économique (ROA), indicateur de l'efficacité dans l'utilisation des ressources engagées, se maintient à 1,59 % à la date d'arrêt, traduisant une stabilité de la performance opérationnelle de la Caisse. Ce taux est en légère hausse par rapport à son niveau de décembre 2024 (1,49%).

RATIO DE RENDEMENT DES CAPITAUX PROPRES (RETURN ON EQUITY)

Le ratio de rendement des capitaux propres, indicateur clé de performance financière mesurant le rapport entre le résultat net et les capitaux propres, s'établit à 7,31 % au 31 décembre 2025, contre 10,56% à fin décembre 2024. Ce repli s'explique principalement par la nature des projets financés par la CDC Bénin, majoritairement des projets Greenfield encore en phase de construction, dont les retombées économiques ne sont pas encore pleinement matérialisées. La stratégie de diversification d'investissement brownfield engagée par la CDC Bénin devrait favoriser, à terme, une amélioration progressive du ratio.

RATIO DE SURFACE FINANCIÈRE

La solidité financière de l'institution au 31 décembre 2025 se reflète dans un ratio de surface financière de 21,75 %, mesurant la part des capitaux propres dans le total du bilan. Ce niveau dépasse largement le seuil de référence de 2 % généralement requis pour les établissements bancaires en matière de fonds propres, attestant ainsi d'une structure bilancielle robuste.

RENTABILITÉ D'EXPLOITATION

À fin décembre, la rentabilité opérationnelle, mesurée par le ratio entre le résultat net et le Produit Net Bancaire, s'élève à 81,74 %. Ce niveau élevé reflète la solidité des opérations de la Caisse et sa capacité à générer de la valeur ajoutée de manière efficiente.



2.2.1.3. RATIOS PRUDENTIELS

Les principaux ratios prudentiels, strictement suivis par la CDC Bénin, sont récapitulés comme suit :

- Le ratio de solvabilité CET1, qui met en relation les fonds propres de base (*Common Equity Tier 1*) avec la somme des Actifs pondérés au risque.
- Le ratio global de solvabilité, qui compare les fonds propres réglementaires à la somme des Actifs pondérés au risque.
- Le ratio de levier bâlois, exprimé en pourcentage, établit le lien entre les fonds propres de base et l'exposition totale (*bilan et hors-bilan*).

L'analyse détaillée des ratios prudentiels se résume comme suit :

TABLEAU 3 : EVOLUTION DES RATIOS PRUDENTIELS

RATIOS PRUDENTIELS	SEUIL	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2025
Ratio de solvabilité CET1	>=6,5%	57,1%	54,9%	50,0%	77,8%
Ratio de solvabilité globale (CET1, AT1, Tier 2)	>=20%	114,2%	109,7%	99,9%	155,6%
Ratio de levier	>=3%	14,1%	16,2%	15,3%	24,67%

Source : DGR - CDC Bénin

 RATIO DE SOLVABILITÉ

Au 31 décembre 2025, les ratios de solvabilité de la CDC Bénin, calculés selon l'approche standard, s'élèvent à 77,8 % pour le ratio CET1 (contre 50,0 % à fin décembre 2024) et à 155,6 % pour le ratio de solvabilité global (contre 99,9 % à fin décembre 2024). Ces niveaux sont largement supérieurs aux seuils internes fixés par l'institution, établis respectivement à 6,5 % pour le CET1 et 20 % pour le ratio global. Ils se situent bien au-dessus des exigences réglementaires minimales de Bâle fixées à 4,5 % et 10,5 %. Ces résultats reflètent la solidité financière de la CDC Bénin et sa capacité à absorber les pertes. Il faut noter que la hausse du ratio de solvabilité se justifie notamment par l'effet combiné du transfert à la CDC Bénin d'un domaine appartenant à l'Etat, dans le cadre de la libération partielle de son capital autorisé, et de la comptabilisation de la juste valeur des titres de participation détenus sur la BIIC au 31 décembre 2025.

TABLEAU 4 : EVOLUTION DES RATIOS DE SOLVABILITÉ

CATÉGORIES DE FONDS PROPRES	Minimum requis par Bâle II et III	Minimum requis par la BCEAO	Ratios appliqués par la CDCB	2022	2023	2024	2025
Fonds Propres CET1	4-5%	5,00%	6,50%	57,10%	54,87%	49,97%	77,8%
Fonds propres Tier 1	6%	6%	8%	57,10%	54,87%	49,97%	77,8%
Fonds propres réglementaires (ratio minimum de solvabilité)	8%	9%	10%	57,10%	54,87%	49,97%	77,8%
Volant de conservation	2,50%	2,50%	2,50%	—	—	—	—
Fonds propres réglementaires (ratio minimum de solvabilité) + coussin de conservation 1 +	—	11,50%	12,50%	57,10%	54,87%	49,97%	77,8%
Volant contracyclique	[0-2.5] %	—	2,50%	—	—	—	—
Surplus pour risque systémique	[0-5] %	—	5%	—	—	—	—
Ratio global de solvabilité (+ les volants et coussins)	—	—	20%	114,20%	109,74%	99,94%	155,6%
Ratio de levier bâlois	3%	3%	3%	14,10%	16,16%	15,30%	24,67%

Source : DGR - CDC Bénin

RATIO DE LEVIER

Au 31 décembre 2025, le ratio de levier de la CDC Bénin s'établit à 24,67 %, en progression par rapport aux 15,3 % enregistrés au 31 décembre 2024. Ce niveau, largement supérieur au seuil réglementaire de 3 % fixé par les normes de Bâle, témoigne d'une structure financière robuste, d'une capitalisation solide, ainsi que d'une capacité maîtrisée à absorber les risques liés à l'expansion du bilan et à soutenir les engagements futurs.



En somme, la CDC Bénin respecte largement les trois (03) ratios prudentiels auxquels elle est assujettie, affichant ainsi sa crédibilité et sa rigueur opérationnelle.

2.2.1.4. RATIOS DE LIQUIDITÉ

Deux indicateurs clés sont utilisés pour évaluer la couverture du risque de liquidité : le ratio de liquidité à court terme (Liquidity Coverage Ratio - LCR) et le ratio de liquidité à long terme (Net Stable Funding Ratio - NSFR).

Le ratio LCR compare les actifs liquides de haute qualité non grevés aux sorties nettes de trésorerie prévues sur une période de 30 jours en cas de stress. Le ratio NSFR, quant à lui, rassure sur la disponibilité d'un financement stable permettant à l'institution de poursuivre ses activités de manière saine pendant au moins un an, même en cas de tensions prolongées.



Au 31 décembre 2025, les ratios LCR et NSFR de la CDC Bénin sont largement supérieurs au seuil réglementaire de 100%, ce qui confirme la solidité de la position de liquidité de l'institution à la fois à court terme (30 jours) et à long terme (1 an et plus).

2.2.2. ANALYSE DU BILAN 2025

L'analyse du bilan au 31 décembre 2025, en comparaison avec l'exercice précédent permet de dégager les principales tendances en matière d'évolution des postes d'actif et de passif, ainsi que les éléments significatifs influençant la structure financière de l'Institution.

ANALYSE DE L'ACTIF :

Au 31 décembre 2025, le total de l'actif s'élève à 1 126 308 millions de FCFA, contre 1 061 967 millions de FCFA en 2024, soit une progression de 6,1 %. Cette croissance reflète une expansion soutenue des opérations et une augmentation des ressources mobilisées. Plusieurs postes expliquent cette dynamique positive :

- Les disponibilités (Caisse, Trésor Public, Banques) ont augmenté de 69,8 %, passant de 32 642 millions de FCFA en 2024 à 55 431 millions de FCFA en 2025, témoignant d'une gestion de trésorerie renforcée ;
- Les placements financiers représentent la composante principale de l'actif. Ils baissent de 0,4 %, pour s'établir à 705 009 millions de FCFA en 2025 contre 708 173 millions de FCFA l'année précédente. Cette baisse s'explique par la diminution des dépôts à terme (-4,9 %), traduisant le non renouvellement de certains dépôts arrivés à échéance ;
- Les lignes de financement aux institutions financières affichent un repli de 7,2 % après le remboursement des intérêts et amortissement par : la BIIC, CORIS, BSIC et PADME ;
- Les participations enregistrent une forte croissance de 50,4 %, atteignant 221 435 millions de FCFA en lien principalement avec les écarts de réévaluation constatés sur certaines participations.



ANALYSE DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES :

Le passif total s'établit à 881 315 millions de FCFA en 2025, contre 910 330 millions de FCFA en 2024, soit une baisse de 3,2 %. Cette contraction est principalement liée à la diminution des autres engagements à long terme (contrat de location) et des autres passifs (-73,2 %). Les engagements à long terme auprès de la CNSS ont progressé de 3,8 %, s'élevant à 663 728 millions de FCFA, témoignant de la solidité du partenariat institutionnel.

Les capitaux propres atteignent 244 993 millions de FCFA contre 151 637 millions de FCFA en 2024, enregistrant une croissance de 61,6 %. Cette progression s'explique, dans un premier temps par le résultat net de l'exercice établi à 17 914 millions de FCFA et dans un second temps, par des écarts issus de la réévaluation des titres de participations pour 64 415 millions de FCFA. Les écarts de réévaluation des instruments financiers affichent une croissance de 64 414 millions de FCFA résultant de l'effet conjugué de la réévaluation favorable des titres de participations ainsi que des titres obligataires.

L'augmentation de la valeur des titres de participations est principalement imputable à la hausse des plus-values latentes et des prises de participations, pour un montant de 74 281 millions constatées au 31 décembre 2024 par des titres de participation du Port Autonome de Cotonou, de BIIC, de SI MAU, de IAF AFRICA50, ainsi qu'à l'acquisition de nouveaux titres HG Industries. Le portefeuille de titres obligataires enregistre un accroissement pour s'établir à 375 634 millions contre 362 349 millions en 2024. Cette augmentation résulte de l'acquisition de nouveaux titres obligataires cotés à la BRVM. L'exercice 2025 se caractérise par une consolidation des actifs, une intensification des financements en faveur des entreprises, et un renforcement des fonds propres.



La CDC Bénin affiche une situation financière saine avec une progression équilibrée de l'ensemble des postes du bilan. Ces résultats confirment la résilience de l'Institution et sa capacité à poursuivre son développement dans un cadre de gestion rigoureux.

TABLEAU 5 : BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2025

(En millions de FCFA)	31/12/2025	31/12/2024
ACTIF		
Caisse, Trésor Public, Banques	55 431	32 642
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	18 373	18 534
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	473 160	501 204
Actifs financiers au coût amorti	213 477	188 435
Créances sur la clientèle	101 724	98 000
Participations	221 435	147 154
Autres actifs financiers		
Immobilisations incorporelles	286	207
Immobilisations corporelles	15 975	51 314
Autres actifs	26 447	24 477
TOTAL DE L'ACTIF	1 126 308	1 061 967
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
PASSIF		
Passifs financiers à la juste valeur par résultat		
Dettes envers la clientèle	197 593	196 703
Autres passifs	19 799	73 988
Dettes financières à long terme	663 858	639 528
Provisions pour risques et charges	64	112
TOTAL DU PASSIF	881 315	910 331
CAPITAUX PROPRES		
Capital	88 653	77 625
Capital souscrit	250 000	250 000
Capital sujet à appel	-161 347	-172 375
Réserves	138 426	56 038
Résultat net	17 914	17 973
TOTAL CAPITAUX PROPRES	244 993	151 636
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	1 126 308	1 061 967

Source : DF - CDC Bénin

2.2.3. ANALYSE DU COMPTE DE RÉSULTAT



L'analyse financière du compte de résultat de la CDC Bénin pour l'exercice clos au 31 décembre 2025, en comparaison avec celui de l'exercice 2024, met en lumière les principales évolutions des produits, des charges et du résultat net, et permet de dégager les tendances économiques et la performance opérationnelle de l'Institution.

ANALYSE DES PRODUITS

En 2025, les intérêts et produits assimilés ont atteint 47 378 millions de FCFA, enregistrant une hausse de 1,9 % par rapport à 2024 (46 494 millions de FCFA). Cette progression reflète une intensification des placements productifs et une meilleure valorisation du portefeuille obligataire. Dans le même temps, les intérêts et charges assimilés se sont élevés à 30 711 millions de FCFA contre 25 744 millions de FCFA en 2024, soit une augmentation de 19,3 %, ce qui s'explique par la hausse du coût des ressources rémunérées (notamment celles liées à la CNSS).

Le résultat net d'intérêts s'établit ainsi à 16 667 millions de FCFA, contre 20 750 millions de FCFA en 2024, traduisant une diminution de 19,6 % induite principalement par l'accroissement des charges d'intérêts à servir aux partenaires.

COMMISSIONS ET AUTRES PRODUITS

Une hausse de 16,2 % a été enregistrée sur les commissions (produits), les faisant passer de 522 millions de FCFA à 607 millions de FCFA, en raison de la réalisation d'opérations de placement.

PRODUIT NET BANCAIRE ET RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION

En définitive, le produit net bancaire global s'est élevé à 21 915 millions de FCFA en 2025, contre 20 893 millions de FCFA en 2024, soit une croissance annuelle de 4,9 %. Cette performance positive reflète une gestion efficace des différentes sources de revenus et une adaptation réussie aux évolutions du marché.

FRAIS GÉNÉRAUX

Les frais généraux ont enregistré une hausse de 17 %, passant de 2 822 millions de FCFA à 3 302 millions de FCFA. Cette augmentation s'explique principalement par l'intensification des activités de partenariat, le déploiement progressif des projets du schéma directeur du système d'information (SDSI).

Les dotations aux amortissements ont connu une hausse de 8,8 %, atteignant 298 millions de FCFA contre 274 millions de FCFA en 2024.

Les charges générales d'exploitation s'élèvent ainsi à 3 600 millions de FCFA, en augmentation de 16,3 % par rapport à l'exercice précédent.

RÉSULTAT NET

Le résultat brut d'exploitation atteint 18 316 millions de FCFA en 2025 contre 17 898 millions de FCFA en 2024, soit une progression de 2,3 %. Après la prise en compte du coût du risque (positif en 2025 à hauteur de 402 millions de FCFA contre une charge de 75 millions de FCFA en 2024), le résultat d'exploitation ressort à 17 914 millions de FCFA, en baisse de 0,3 % par rapport à 2024. Ce résultat est intégralement conservé en tant que résultat net.



L'exercice 2025 a été marqué par une progression constante des revenus d'intérêts, des charges d'exploitation maîtrisées, et une contribution marginale mais positive des produits non bancaires. La CDC Bénin affiche une stabilité de son résultat net, confirmant ainsi sa performance financière robuste et sa capacité à valoriser ses ressources.



TABLEAU 6 : COMPTE DE RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE

(En millions de FCFA)	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts et produits assimilés	47 378	46 494
Intérêts et charges assimilés	30 711	25 744
Résultat net d'intérêts (a)	16 667	20 750
Commissions (produits)	607	522
Commissions (charges)	490	379
Résultat net des commissions (b)	117	143
Produits sur opérations de change	0	0
Pertes sur opérations de change	0	0
Résultat net de change (c)	0	0
Dividendes reçus (d)	5 131	0
Produit net bancaire (a)+(b)+(c)+(d)	21 915	20 893
Autres produits ordinaires	1	101
Total des produits nets	21 916	20 994
Frais généraux	3 302	2 822
Autres charges ordinaires	0	0
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations	298	274
Charges générales d'exploitation	3 600	3 096
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	18 316	17 898
Coût du risque	402	-75
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	17 914	17 973
Gains ou pertes nets sur actifs immobilisés	0	0
RÉSULTAT NET	17 914	17 973

Source : DF - CDC Bénin

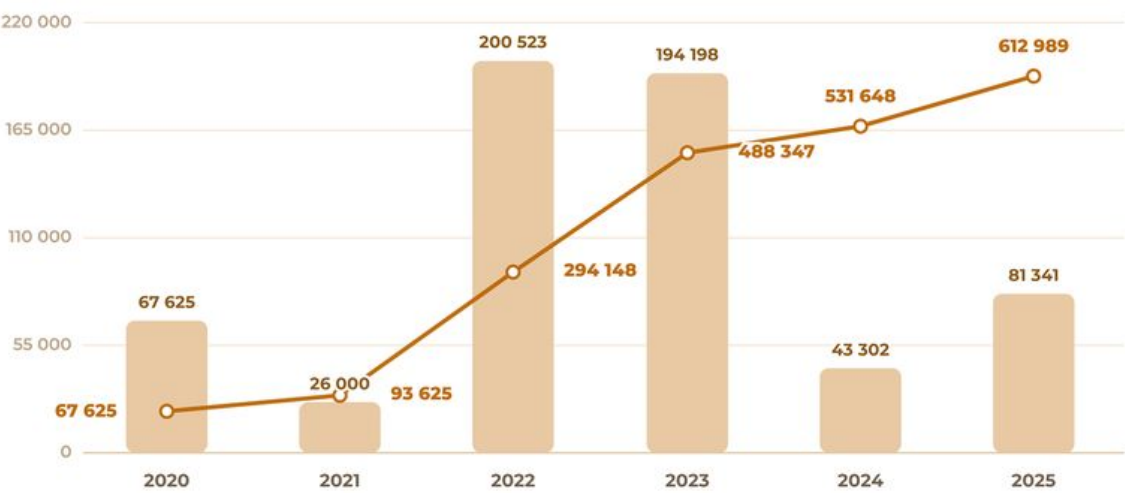
2.3. ANALYSE DES INVESTISSEMENTS ET PERFORMANCE DU PORTEFEUILLE

Depuis son opérationnalisation, la CDC Bénin s’est affirmée comme un acteur de référence du financement du développement, en contribuant de manière significative au soutien des entreprises publiques et privées. Au cours de l’exercice 2025, les activités opérationnelles de l’Institution ont principalement porté sur l’instruction et l’évaluation des projets, leur approbation par les instances compétentes, le suivi et la supervision de leur mise en œuvre, ainsi que la gestion des décaissements et des opérations de désinvestissement, dans une logique de performance, de maîtrise des risques et d’optimisation de l’impact.

2.3.1. SITUATION DES APPROBATIONS AU 31 DÉCEMBRE 2025

Au titre de l’exercice 2025, la caisse a obtenu les approbations de financement pour un montant total de 81 460 millions de FCFA, portant le cumul net des approbations à 612 989 millions de FCFA. Il est à noter que des désinvestissements d’un montant total de 119 millions de FCFA ont été effectués sur la période.

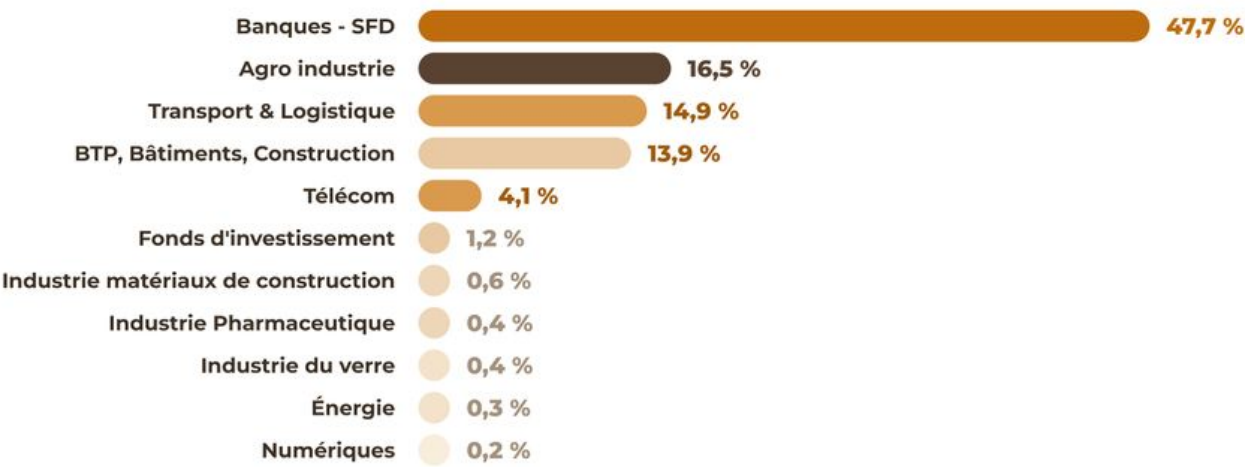
GRAPHIQUE 4 : ÉVOLUTION DU VOLUME NET DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENTS APPROUVÉS



Source : DI – Maquette de données - CDC Bénin

La progression continue du volume cumulé des financements approuvés, traduit une augmentation régulière de l’engagement financier de la CDC Bénin au fil des années, comme l’illustre le graphique ci-dessus.
La répartition des approbations de la CDC Bénin à fin décembre 2025, par secteur se présente comme suit :

GRAPHIQUE 5 : RÉPARTITION DES APPROBATIONS NETTES PAR SECTEUR ET PAR INSTRUMENT AU 31/12/2025

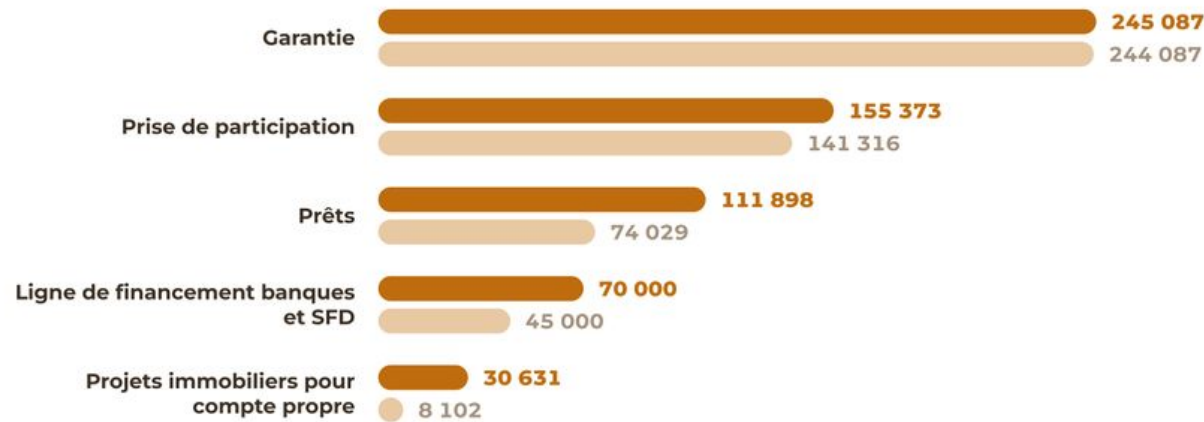


Source : DI – Maquette de données - CDC Bénin

2.3.2. MISE EN ŒUVRE DES DÉCISIONS D'APPROBATION AU 31 DÉCEMBRE 2025

Les approbations sont exécutées à hauteur de 512 534 millions de FCFA, ce qui correspond à un taux de réalisation de 84%. L'état de la mise en œuvre de ces décisions est schématisé comme suit:

GRAPHIQUE 6 : ÉTAT DE MISE EN ŒUVRE DES DÉCISIONS PAR INSTRUMENT D'INTERVENTION AU 31 DÉCEMBRE 2025



Source : DI – Maquette de données - CDC Bénin

Dans un environnement en constante évolution, la consolidation des performances de la CDC Bénin demeure indissociable d'un dispositif robuste de gestion des risques et de conformité.

Ces mécanismes, garants de la résilience et de la crédibilité de l'institution, sont présentés dans le chapitre suivant.



03

**GESTION DES RISQUES
ET CONFORMITE**



3.1. IDENTIFICATION ET SUIVI DES RISQUES CLES

3.1.1. PRINCIPAUX RISQUES INDUITS PAR LES ACTIVITÉS DE LA CDC BÉNIN

Les activités de la CDC Bénin exposent l'institution à une diversité de risques susceptibles d'affecter sa stabilité financière et opérationnelle. En 2025, les principaux risques identifiés incluent :

- **Risque de crédit et de contrepartie** : exposition aux défaillances des emprunteurs et contreparties, pouvant entraîner des pertes financières ;
- **Risque opérationnel** : vulnérabilité aux incidents liés aux processus internes, aux erreurs humaines, au support informatique et aux événements extérieurs ;
- **Risque de marché** : exposition aux fluctuations des taux d'intérêt, des devises et des valeurs mobilières pouvant impacter la rentabilité des investissements ;
- **Risque de liquidité** : inadéquation potentielle entre les ressources disponibles et les besoins de financement ;
- **Risque de non-conformité** : inobservation des dispositions légales et réglementaires, des normes et pratiques applicables à ses activités ou à des codes d'éthique et de déontologie.

Pour assurer un suivi efficace et limiter l'impact de ces risques, la CDC Bénin a mis en place une approche dynamique et structurée : mise à jour régulière de la cartographie des risques, analyse des incidents, renforcement des dispositifs de contrôle (contrôles permanents, audits, stress tests, alertes), suivi via des indicateurs clés de risque (KRI) et rapport périodique à la Direction Générale et au Comité d'audit et de risque. Cette stratégie permet à l'institution de maîtriser ses expositions, renforcer sa solidité et assurer la pérennité de ses activités financières.

3.1.2. GOUVERNANCE, STRATÉGIE ET POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES

La CDC Bénin a renforcé en 2025 son dispositif intégré de gestion des risques et de conformité, conforme aux standards internationaux, adapté à son modèle économique et au contexte national. L'institution a intensifié ses efforts pour accroître sa résilience face aux aléas financiers et réglementaires, tout en consolidant une culture de transparence, d'intégrité et de gouvernance responsable.

Les objectifs spécifiques que la CDC Bénin s'est assignés pour 2025 en matière de gestion des risques sont :

- **Disposer d'un inventaire actualisé des principaux risques**, adapté aux nouveaux enjeux économiques de la Caisse ;
- **Développer des outils analytiques et des tableaux de bord** pour améliorer la gestion des risques ;
- **Automatiser et optimiser les processus internes** pour améliorer l'efficacité opérationnelle ;
- **Renforcer le cadre de gestion des actifs et d'analyse des opportunités d'investissement** en alignement avec les objectifs de rentabilité et de durabilité ;
- **Appuyer la Direction générale dans ses prises de décision** en matière de gestion des risques.

La stratégie de gestion des risques de la CDC Bénin repose sur une approche structurée visant à garantir la stabilité financière de l'institution face aux aléas économiques et opérationnels. Elle s'articule autour de plusieurs axes :

- Une gestion proactive des risques à travers l'identification, l'évaluation et l'atténuation des menaces potentielles, soutenue par un dispositif de surveillance continue et des contrôles renforcés. A partir de la cartographie des risques, la CDC Bénin détermine la stratégie à adopter : traiter, tolérer, terminer, ou transférer le risque, en toute connaissance de cause,
- L'appétence au risque, qui implique la définition claire des limites de tolérance aux risques en fonction des objectifs stratégiques, assortie d'un suivi rigoureux pour assurer l'équilibre entre rentabilité et exposition. La déclaration d'appétence au risque est formalisée dans un document revu deux fois par an et permet à l'institution d'exprimer son appétence et sa tolérance au risque dans le cadre de sa gestion « prudentielle ».
- Une structure de gouvernance bien définie, reposant sur une architecture institutionnelle claire et robuste, où chaque instance joue un rôle clé. La Commission de Surveillance fixe les grandes orientations stratégiques et veille au respect des politiques de gestion des risques. Le Comité d'Audit et de Risque analyse les expositions majeures et valide les stratégies d'atténuation appropriées. La fonction Gestion des Risques (y compris la fonction conformité) est chargée de la mise en œuvre opérationnelle des politiques de gestion des risques et assure un reporting régulier aux instances dirigeantes. L'audit interne joue un rôle indépendant de contrôle et d'évaluation et donne une assurance raisonnable sur le respect des normes prudentielles et l'efficacité des dispositifs de contrôle interne.

3.1.3. RISQUES DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE

La CDC Bénin a poursuivi le renforcement de son dispositif de gestion du risque de crédit et de contrepartie afin de protéger ses investissements et assurer la stabilité de ses activités par :

- **Un cadre de gouvernance solide** : plusieurs instances (Comité d'orientation stratégique, Commission de surveillance, Comité d'investissement, départements spécialisés) participent à l'évaluation et au contrôle des projets, garantissant la conformité juridique, financière et opérationnelle.
- **Une politique stricte d'octroi de financement** : chaque contrepartie est évaluée à travers des modèles internes de notation, des validations à plusieurs niveaux et la prise en compte de garanties pour limiter les pertes potentielles.
- **Un suivi rigoureux des risques** : la CDC utilise des indicateurs clés, des stress tests et une surveillance continue pour anticiper les difficultés et diversifier ses expositions.
- **Des résultats concrets en 2025** : mise en place d'alertes précoces, renforcement du suivi des contreparties sensibles, amélioration de la couverture des expositions et déploiement d'outils technologiques innovants comme la solution eRISK pour la gestion actif-passif.

Grâce à cette approche proactive, la CDC Bénin démontre sa volonté de sécuriser ses financements, protéger ses ressources et assurer la pérennité de ses missions au service du développement économique et social du pays.

3.1.4. RISQUE OPÉRATIONNEL

En 2025, la CDC Bénin a renforcé son dispositif de gestion du risque opérationnel, qui couvre les incidents liés aux processus internes, aux systèmes informatiques et aux erreurs humaines. La supervision est assurée par plusieurs organes de gouvernance (Commission de Surveillance, Comité d'audit et de risque, Direction Générale, départements spécialisés), tandis qu'une méthodologie structurée, fondée sur les normes internationales, permet d'identifier et d'évaluer les risques grâce à des indicateurs clés et une cartographie des risques régulièrement mise à jour.

Les résultats au titre de l'année 2025, témoignent de progrès significatifs : 67 % des plans d'actions issus de la cartographie des risques ont été réalisés (les actions non réalisées dans les délais pour raison de contraintes des procédures de marchés publics, sont en cours de mise en œuvre en 2026), tous les incidents déclarés ont été traités, et le cadre d'appétence au risque a été respecté à 95 %. Par ailleurs, un Plan de Continuité des Activités a été élaboré, incluant un site de secours dont les équipements sont prévus pour 2026. Enfin, la CDC a constitué 3,036 milliards FCFA de fonds propres pour couvrir ce risque, conformément aux standards internationaux.

En résumé, l'institution démontre une gestion proactive et efficace du risque opérationnel, avec des résultats tangibles et une stratégie claire pour renforcer sa résilience et assurer la continuité de ses activités.

3.1.5. RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché correspond aux fluctuations des taux d'intérêt, des cours des titres et des devises. La CDC Bénin est principalement exposée aux risques de taux et de variation de cours. Comme méthode de gestion, l'institution applique l'approche standard de la norme internationale Bâle II, qui fixe des règles de calcul et de couverture des risques.

Au titre de 2025 le risque de marché est évalué à 128 milliards de FCFA et la CDC Bénin a constitué 10 milliards de FCFA de fonds propres pour couvrir ce risque, conformément aux standards internationaux.

En résumé, la CDC Bénin dispose d'un dispositif prudentiel conforme aux standards internationaux, lui permettant de maîtriser les fluctuations des marchés financiers et de protéger la solidité de ses investissements.

3.1.6. RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité traduit la capacité de la CDC Bénin à disposer de fonds suffisants pour honorer ses engagements financiers. Sa gestion repose sur une organisation structurée :

- **Le Comité de Trésorerie et de Placement assure le suivi à court terme,**
- **Le Comité Gestion Actif-Passif prend en charge le moyen et long terme,**
- **La Commission de Surveillance veille au respect des règles fixées.**

La mesure du risque s'appuie sur des ratios internationaux (LCR et NSFR), complétés par des indicateurs comme l'asymétrie des échéances, la concentration des financements et des stress tests.

En 2025, les résultats montrent une situation solide : les actifs liquides de haute qualité ont progressé de 28 milliards FCFA (+5,4%), les ratios LCR et NSFR largement supérieurs aux normes exigées. Il convient de noter que les ressources restent concentrées à plus de 76 % sur la CNSS, mais une stratégie de diversification est engagée.

En résumé, la CDC Bénin présente en 2025 une situation de liquidité robuste, conforme aux standards internationaux, et poursuit ses efforts pour diversifier ses ressources et renforcer sa stabilité à long terme.



3.2. MECANISME DE SURVEILLANCE PERMANENTE

Dans le cadre de son dispositif global de gouvernance et de maîtrise des risques, la CDC Bénin a poursuivi en 2025 la mise en œuvre de ses contrôles permanents, conformément au planning annuel défini. Ce dispositif constitue un pilier essentiel de la sécurisation des opérations, de la fiabilité des processus internes et de la prévention des dysfonctionnements.

Les activités de contrôle permanent ont été exécutées avec un niveau de réalisation globalement satisfaisant au titre de l'année 2025, avec un taux global qui s'établit à 87%. Les actions non réalisées dans les délais initialement prévus ont été identifiées et intégrées dans une démarche de rattrapage, traduisant une logique d'amélioration continue du dispositif.

Les travaux de surveillance permanente ont porté sur plusieurs processus stratégiques de la CDC Bénin, notamment la gestion des risques, la gestion financière et la gestion des investissements. Ils ont permis de vérifier, entre autres, la mise en place du plan de continuité d'activité, le suivi des suspens comptables, l'enregistrement des immobilisations, la fiabilité des tableaux d'amortissement, l'instruction des dossiers d'investissement, le suivi des garanties, l'encaissement des échéances de prêts ainsi que le suivi des projets de prise de participation. La majorité de ces contrôles ont été finalisés au cours de l'année 2025, certains faisant l'objet de validations complémentaires ou de poursuite au cours du 1er trimestre 2026.

En parallèle des contrôles opérationnels, la Division en charge du contrôle permanent a contribué au bon fonctionnement des instances de gouvernance, notamment à travers l'organisation et le secrétariat du Comité d'Éthique et de Contrôle Interne. Les rapports d'activités mensuels ont également été produits, assurant une information régulière et structurée des instances dirigeantes.

Un accent particulier a été mis sur le suivi des actions correctrices issues des contrôles réalisés, en étroite collaboration avec les responsables des processus concernés. Au titre de l'année 2025, le taux global de mise en œuvre des actions correctrices échues s'élève à 89 %, avec plusieurs processus affichant un taux de réalisation de 100 %. Ce résultat traduit l'engagement des équipes opérationnelles dans l'application des recommandations formulées et dans le renforcement des pratiques internes.

Dans l'ensemble, les travaux de contrôle permanent menés en 2025 ont permis de consolider le dispositif de maîtrise des risques de la CDC Bénin, d'identifier rapidement les axes d'amélioration et de renforcer la fiabilité des processus. Le suivi des actions correctrices restantes se poursuit afin d'assurer leur mise en œuvre effective et durable. À travers ces actions, la CDC Bénin confirme sa volonté de s'inscrire dans une gouvernance rigoureuse, transparente et responsable, au service de la sécurité des opérations et de la confiance de l'ensemble de ses partenaires et parties prenantes.

3.3. RENFORCEMENT DES STANDARDS D'ETHIQUE ET DE CONFORMITE

En 2025, la Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin a poursuivi et renforcé ses actions en matière de conformité, dans le but d'assurer le respect des lois et règlements, de protéger sa réputation et de garantir des pratiques responsables et transparentes au service de l'intérêt général.

Tout au long de l'année, la CDC Bénin a évolué dans un environnement réglementaire marqué par de nouvelles exigences nationales et communautaires, notamment en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme, la prévention de la corruption et la protection des données personnelles. Face à ces enjeux, l'institution a engagé des actions pour consolider son dispositif de conformité et de gestion des risques.

Parmi les faits marquants de l'année, figurent plusieurs missions conduites avec l'appui de consultants externes : une revue globale de la conformité aux textes légaux et réglementaires, l'évaluation du dispositif de gestion des risques, le renforcement du cadre de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, ainsi qu'un diagnostic relatif à la protection des données à caractère personnel. Ces travaux ont permis d'identifier des axes d'amélioration concrets et de définir des plans d'actions adaptés.

La fonction Conformité, rattachée au département gestion des risques et exerçant ses missions en toute indépendance vis-à-vis des activités opérationnelles, a poursuivi son rôle d'appui, de conseil et de contrôle. Elle veille à l'application des normes, à la prévention des risques de manquement et à l'adoption d'une culture d'intégrité au sein de l'institution. La fonction s'appuie sur des outils, des procédures et des politiques formalisées pour remplir efficacement ses missions.

Un accent particulier a été mis sur la formation et la sensibilisation du personnel. Tout au long de l'année, des actions régulières ont permis de renforcer la culture éthique, la prévention des conflits d'intérêts, la lutte contre la corruption et la fraude, ainsi que la maîtrise des risques financiers et réglementaires. Une formation d'envergure sur la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme a notamment été organisée avec l'appui d'un cabinet spécialisé.

En matière de gouvernance éthique, aucun cas avéré de conflit d'intérêts ou de manquement grave au code de déontologie n'a été constaté en 2025. Les alertes reçues via le dispositif d'alerte éthique ont été analysées avec rigueur, sans révéler de faits de fraude ou de corruption impliquant la CDC Bénin.

La fonction Conformité a également poursuivi l'actualisation des informations d'identification des partenaires et assujettis, améliorant significativement le taux de complétude des dossiers. Par ailleurs, elle a accompagné les départements dans l'analyse de nouveaux produits et opérations afin de s'assurer de leur conformité avant mise en œuvre.

Les travaux de cartographie des risques de non-conformité ont permis d'identifier les principaux risques réglementaires et financiers auxquels la CDC Bénin est exposée. Des plans d'actions ont été définis pour réduire les risques jugés significatifs, avec un dispositif de suivi destiné à renforcer durablement le niveau de maîtrise.

Au terme de l'exercice 2025, la CDC Bénin dispose d'un dispositif de conformité opérationnel, en évolution constante, et aligné sur les exigences réglementaires applicables.

Les perspectives pour 2026 s'inscrivent dans une logique de consolidation : poursuite de la mise à jour des procédures, intensification des contrôles, accompagnement des départements, renforcement de la culture conformité et mise en œuvre rigoureuse des plans d'actions issus des différentes évaluations.

À travers ces actions, la CDC Bénin réaffirme son engagement en faveur de la transparence, de l'intégrité et de la bonne gouvernance, au service de la confiance de ses partenaires et du public.

En garantissant la maîtrise des risques et le respect des meilleures pratiques de gouvernance, la CDC Bénin se donne les moyens d'exercer pleinement sa mission d'intérêt général.

Les résultats de son action en matière de soutien au développement économique et social du Bénin sont présentés dans le chapitre suivant.





04

CONTRIBUTION AU
DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE ET SOCIAL

4.1. IMPACTS ECONOMIQUES DES INVESTISSEMENTS

A travers des financements structurés et alignés sur l'objectif de transformation structurelle de l'économie du Bénin, la CDC Bénin contribue activement à la densification du tissu économique national et à la création d'emplois durables.

Les interventions réalisées au cours de la période ont généré des retombées socio-économiques significatives, notamment en matière de création d'emplois directs et indirects, tout en soutenant le développement d'activités productives à forte valeur ajoutée.

Par ailleurs, avec ses investissements de long terme, la CDC Bénin participe à la constitution et à la consolidation d'un patrimoine économique national, en prenant des participations ou en finançant des actifs stratégiques dans des secteurs clés de l'économie. Cette approche contribue à renforcer la souveraineté économique du pays et à soutenir une trajectoire de croissance durable et inclusive.



4.1.1. CONTRIBUTION AU FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE RÉELLE

Avec ses interventions financières, la CDC Bénin contribue au financement de l'économie réelle du Bénin. Elles permettent l'injection durable de capitaux dans des secteurs stratégiques tels que les infrastructures, l'agro-industrie, l'immobilier et l'énergie.

S'appuyant sur une stratégie d'allocation ciblée et cohérente avec les priorités nationales de développement, ces investissements concourent notamment à :

- Réduire le déficit de financement auquel font face de nombreux acteurs économiques,
- Accélérer la mise en œuvre de projets structurants et
- Renforcer l'effet d'entraînement sur les investissements privés, en particulier dans le cadre de montage en partenariats public-privé (PPP).

Par ailleurs, les financements mobilisés par l'institution génèrent des effets multiplicateurs importants au sein de l'économie. Ils permettent notamment de mobiliser d'autres bailleurs de fonds et investisseurs autour des projets pilotés ou soutenus par la CDC Bénin, de réduire la perception du risque dans certains secteurs considérés comme peu bancables et de catalyser l'émergence d'écosystèmes économiques locaux durables et compétitifs.

4.1.2. STIMULATION DE LA CROISSANCE ET DE LA CRÉATION D'EMPLOIS

Les interventions de la CDC Bénin contribuent de manière significative à la dynamique de croissance économique et à la création d'emplois au Bénin. Les projets financés par l'Institution génèrent en effet des externalités positives pour l'économie nationale et les territoires.

Ces interventions favorisent la création de nombreux emplois directs et indirects, aussi bien durant les phases de construction que lors de l'exploitation des infrastructures et des activités économiques associées. Elles contribuent également à l'amélioration de l'accès au financement pour les entrepreneurs et les porteurs de projets, renforçant ainsi la capacité d'investissement et de développement du secteur privé.

Par ailleurs, les investissements réalisés participent à la valorisation et à la consolidation des chaînes de valeur locales, générant des retombées économiques positives et contribuant à l'amélioration des revenus des populations bénéficiaires.

Dans cette perspective, les mécanismes de financement déployés par la CDC Bénin permettent d'élargir l'accès au crédit pour les petites et moyennes entreprises (PME), favorisant ainsi l'inclusion financière et le développement plus équilibré du tissu économique.

De manière plus globale, ces interventions participent à l'accélération de la croissance économique en soutenant des investissements productifs et des infrastructures, contribuant de ce fait à l'augmentation de la valeur ajoutée nationale et au renforcement du potentiel productif de l'économie.

4.2. PARTENARIATS STRATEGIQUES ET COOPERATION

Depuis son opérationnalisation, la CDC Bénin inscrit le développement de partenariats stratégiques au cœur de son modèle d'intervention. En 2025, cette dynamique s'est poursuivie avec une intensification des coopérations nationales et internationales, en cohérence avec ses missions d'intérêt général, son rôle d'investisseur institutionnel de long terme et sa vocation de catalyseur du financement du développement.

Sur le plan national, la CDC Bénin a renforcé ses relations avec les institutions financières, notamment les banques commerciales et les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD), ainsi qu'avec plusieurs organismes publics et structures d'appui au secteur privé tels que la SIPI, l'APIEX, l'ADPME, la CCI Bénin. Ces collaborations visent principalement à améliorer l'accès des PME-PMI au financement, à accompagner les projets structurants et à soutenir l'émergence d'un tissu économique plus solide et plus compétitif.

Dans le cadre de sa coopération avec le secteur bancaire, la CDC Bénin a conclu un mémorandum d'entente avec l'Association Professionnelle des Banques et Établissements Financiers du Bénin (APBEF Bénin). Ce partenariat repose sur plusieurs axes majeurs notamment :

- La définition conjointe d'une stratégie de financement des projets bancables susceptibles de bénéficier du co-financement entre la CDC Bénin et les banques commerciales ;
- L'exploration de mécanismes innovants de mobilisation de ressources, incluant le développement de produits financiers adaptés à l'inclusion financière ainsi qu'au financement des PME-PMI.

A l'échelle internationale, la CDC Bénin a consolidé ses partenariats techniques avec des institutions de référence telles que le Groupe Agence Française de Développement (AFD), la Banque Africaine de Développement (BAD), la Caisse des Dépôts et Consignations de France, la Caisse de Dépôt et de Gestion du Maroc (CDG Maroc) ainsi que les autres CDC africaines membres du Forum des Caisses de Dépôts.

Cette reconnaissance institutionnelle s'est matérialisée par la désignation de la CDC Bénin à la présidence du Forum des Caisses de Dépôts à compter de décembre 2025, pour un mandat de deux ans. L'exercice de cette Présidence du Forum vise à renforcer la coopération entre les CDC, intensifier les partenariats avec les banques multilatérales de développement, promouvoir une mobilisation accrue des ressources domestiques au service d'un développement industriel durable et renforcer l'engagement collectif des CDC en matière de responsabilité sociétale des entreprises (RSE).

Avec la Banque Africaine de Développement (BAD), à travers le CMDTF (Capital Markets Development Trust Fund), la CDC Bénin a finalisé un projet d'appui technique destiné à renforcer les capacités institutionnelles nécessaires à l'accélération de la mise en œuvre de sa stratégie d'investissement en fonds de fonds, en faveur de l'amélioration de l'accès des PME au financement.

La CDC Bénin a également conclu des accords de partenariat avec la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) ainsi qu'avec PROPARCO, filiale du Groupe AFD. La coopération avec la BERD porte principalement sur le développement durable, la structuration de financements innovants et le renforcement des capacités des équipes de la CDC Bénin sur des thématiques spécifiques. Quant au partenariat avec PROPARCO, il vise le co-financement de projets à effet d'entraînement ainsi que le renforcement des mécanismes de financement des PME-PMI.

L'ensemble de ces initiatives entreprises en 2025 traduit la volonté de la CDC Bénin de consolider son rôle d'institution de référence dans la mobilisation de ressources longues, l'ingénierie financière et l'accompagnement des transformations structurelles de l'économie béninoise. Elles témoignent également de sa capacité à fédérer expertises, capitaux et réseaux stratégiques au service de l'investissement productif, de la compétitivité économique et de la création durable de valeur pour le développement national.

La contribution de la CDC Bénin au développement économique et social du Bénin s'inscrit dans une vision plus large de création de valeur durable pour les générations présentes et futures. Cette approche se traduit par un engagement croissant en faveur de la responsabilité sociétale, de la finance durable et de la prise en compte des enjeux environnementaux et sociaux.



A young girl with dark, curly hair and a yellow bow is smiling and looking upwards. Her face and arms are covered in colorful paint splatters. She is wearing a white tank top with a colorful pattern. The background is a blurred green field with trees.

05

**ENGAGEMENT RSE
ET DEVELOPPEMENT
DURABLE**

5.1. OPERATIONNALISATION DU DISPOSITIF INTERNE RSE

Au cours de l'exercice 2025, la CDC Bénin a poursuivi le renforcement de son dispositif de gouvernance en matière de responsabilité sociétale, structuré autour d'un Comité de Pilotage (COPIL) chargé de l'orientation stratégique et d'un Comité Technique (COTECH) chargé de la mise en œuvre opérationnelle des actions RSE. Cette démarche s'inscrit dans l'axe 3 de la feuille de route stratégique WEZIZA 2024-2025, visant à amplifier les impacts économiques, sociaux et environnementaux de l'institution.

Dans ce cadre, un séminaire de renforcement des capacités des ambassadeurs RSE, désignés au sein de chaque département, a été organisé le 30 avril 2025, permettant de sensibiliser les participants aux principes de la responsabilité sociétale et aux lignes directrices de la norme ISO 26000. Cet atelier a également servi de cadre à la réalisation d'un exercice pilote d'évaluation ESG appliqué à un projet en cours d'instruction.

Le COTECH RSE a élaboré une feuille de route opérationnelle dont la mise en œuvre en 2025 a contribué à renforcer la culture RSE au sein de l'Institution et à promouvoir des pratiques internes plus responsables, notamment en matière de réduction de l'empreinte carbone.

Au cours de sa première année d'opérationnalisation, le COTECH RSE a également mené plusieurs actions, notamment :

- La sensibilisation des collaborateurs aux pratiques responsables ;
- L'organisation d'un atelier à l'attention des entreprises financées afin de promouvoir l'intégration des critères ESG dans leurs décisions ;
- L'évaluation ESG de cinq projets du portefeuille de la CDC Bénin sur la base d'une grille d'analyse interne couvrant la gouvernance, l'environnement, les achats responsables, les relations avec les parties prenantes et les engagements sociaux.

Par ailleurs, la première édition de la Semaine du Développement Durable a permis de mobiliser l'ensemble du personnel autour de pratiques écoresponsables, notamment le tri des déchets et l'adoption d'écogestes.

Au total, plus de 80 % des actions prévues dans la feuille de route du COTECH RSE ont été réalisées, contribuant ainsi à l'ancrage progressif de la culture RSE et à l'intégration croissante des enjeux de durabilité dans les pratiques de la CDC Bénin.

5.2. RENFORCEMENT DE L'INTEGRATION ESG DANS LE PORTEFEUILLE D'INVESTISSEMENTS

En 2025, la CDC Bénin a renforcé l'intégration des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans la gestion de son portefeuille d'investissements, dans une logique de promotion de l'investissement responsable et de verdissement progressif de ses interventions.

Dans ce cadre, l'Institution a organisé, le 11 novembre 2025, un atelier de sensibilisation à l'attention des promoteurs de projets et partenaires afin de faciliter l'appropriation des exigences ESG associées à ses financements.

A cette occasion, la CDC Bénin a présenté sa grille d'évaluation ESG, structurée autour de cinq thématiques principales (gouvernance et éthique, performance environnementale, engagements sociaux, relations avec les parties prenantes et achats responsables) et déclinée en treize piliers d'analyse permettant d'évaluer de manière homogène la performance ESG des projets.

Les échanges ont été complétés par une étude de cas pratique, illustrant l'application de cet outil et permettant d'identifier les défis opérationnels ainsi que les bonnes pratiques en matière de durabilité.

A travers cette initiative, la CDC Bénin réaffirme son engagement à aligner ses investissements sur les standards internationaux de durabilité et à promouvoir, auprès de ses partenaires, une culture d'investissement responsable et génératrice d'impact durable au service du développement du Bénin.



5.3. RESEAU FEMININ WOMEN@CDCBÉNIN

Dans le cadre de sa politique de responsabilité sociétale et d'inclusion, la CDC Bénin a engagé la mise en place d'un réseau féminin interne dénommé Women@CDCBénin, destiné à renforcer le leadership, la solidarité professionnelle et le développement des compétences de son capital féminin.

Dans cette dynamique, plusieurs activités ont été organisées au cours de l'exercice 2025, notamment un atelier de codéveloppement et de marketing de soi, tenu le 23 mai 2025 à l'Agence de Développement de Sèmè City. Ces activités s'inscrivent dans le cadre du programme de formation de 100 jours « Parcours de l'Amazonie », visant à renforcer les compétences en leadership, en prise de parole et en développement du réseau professionnel.

La première table ronde du réseau, organisée le 12 décembre 2025, a permis de dresser le bilan des initiatives menées, dont le programme « Parcours de l'Amazonie » et plusieurs masterclass dédiées au développement personnel et professionnel.

Cette rencontre a également marqué l'élection du premier bureau exécutif du réseau et la présentation du logo officiel, symbolisant l'identité et l'ambition du réseau.

Le réseau a été officiellement lancé le 7 mars 2026, en marge de la Journée internationale des droits des femmes.

A travers Women@CDCBénin, la CDC Bénin réaffirme son engagement en faveur de l'égalité des chances, du développement des talents internes et de la promotion du leadership féminin, en offrant, à son capital féminin, un cadre structuré d'apprentissage, de partage et d'inspiration.



5.4. INITIATIVES SOCIETALES

Au cours de l'exercice 2025, la CDC Bénin a renforcé sa démarche de responsabilité sociétale à travers plusieurs initiatives visant à accroître son impact social, environnemental, économique et culturel, en mobilisant ses partenaires publics, privés et son capital humain.

PROMOTION DE L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ ET ACCÈS AU FINANCEMENT

Un atelier organisé le 21 mars 2025 à la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin, en partenariat avec la Société Générale Bénin et la Banque Ouest Africaine de Développement, a permis de sensibiliser les femmes entrepreneurs aux mécanismes de financement, critères d'éligibilité et stratégies de levée de fonds.



LANCEMENT DE L'INITIATIVE IDERA



Le 16 octobre 2025, la CDC Bénin a lancé IDERA, un programme destiné à accompagner des projets entrepreneuriaux féminins à fort potentiel, combinant appui à la structuration, études techniques, financement et mobilisation de ressources complémentaires. La mise en œuvre du programme se poursuivra en 2026.

PARTENARIAT AVEC ONU FEMMES

La CDC Bénin a signé un Mémoire d'Entente avec ONU Femmes, en faveur de l'autonomisation économique durable des femmes au Bénin. Les deux institutions se sont engagées à accroître l'accès des femmes au financement, renforcer la professionnalisation entrepreneuriale et intégrer la dimension genre dans les investissements.



PROMOTION DU LEADERSHIP FÉMININ

La CDC Bénin a participé à l'édition 2025 de l'initiative sociétale "CEO of The Day" portée par l'opérateur de téléphonie mobile « MTN Bénin ». A cette occasion, Madame Marie-Josée DEGBEDJI, assistante administrative au sein du Département Capital Humain, a expérimenté en une journée, le rôle de Directrice Générale de l'Institution.



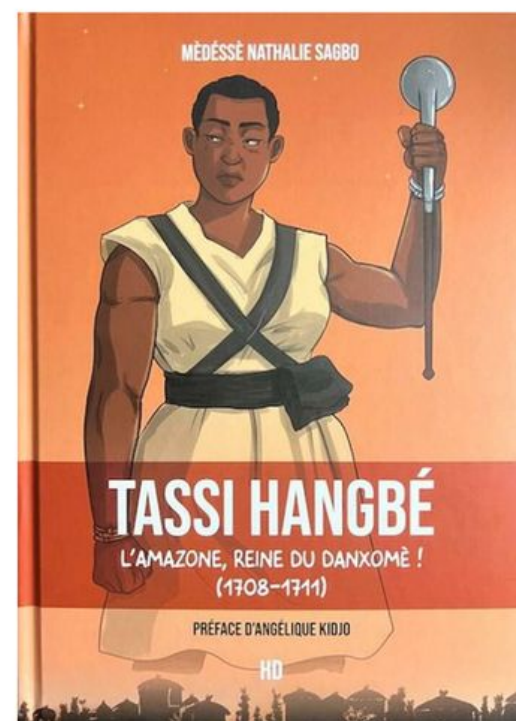
ORGANISATION DE LA SEMAINE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE



La première Semaine du Développement Durable (23-28 juin 2025) a mobilisé le capital humain autour d'actions telles qu'une campagne de don de sang, une activité sportive « CDC Bénin à vélo », un défi « Zéro déchets plastiques » et une Fresque du Climat, contribuant à sensibiliser autour de plusieurs Objectifs de Développement Durable.

PROMOTION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION HISTORIQUE

Une séance de dédicace de l'ouvrage « Tassi Hangbé, l'Amazone reine du Danxomè » de Nathalie Sagbo, illustré par Gilchrist Domingo, a été organisée pour les enfants du capital humain afin de valoriser le patrimoine historique et culturel béninois.



ATELIER SUR LES MARCHÉS CARBONE

Les 2 et 3 octobre 2025, la CDC Bénin a coorganisé un atelier sur la monétisation des crédits carbone avec la Banque Ouest Africaine de Développement, la West African Alliance for Carbon Markets and Climate Finance et la SIPI Bénin, afin d'explorer les opportunités de financements climatiques.



INITIATIVE SOCIALE « NOËL SOLIDAIRE »

Une action de solidarité a été organisée au profit d'enfants vulnérables du Centre de Promotion Sociale des Aveugles de Sègbèya et du centre Terre Rouge, réunissant une centaine d'enfants autour d'activités festives et de dons.



SOUTIEN À LA CRÉATION ARTISTIQUE

La CDC Bénin a accueilli une exposition de l'artiste béninois Charbel Coffi, mettant en avant des œuvres réalisées à partir de matériaux naturels et recyclés, illustrant l'engagement de l'Institution en faveur des industries culturelles et créatives et de la sensibilisation environnementale.

En synthèse, ces initiatives traduisent la volonté de la CDC Bénin de faire de la RSE un levier d'impact durable, contribuant à l'inclusion économique, à la transition environnementale, à la promotion du genre et à la valorisation du patrimoine culturel au service du développement du Bénin.



5.5. DONNÉES ET MÉCÉNAT

En 2025, la CDC Bénin a poursuivi sa politique de dons et de mécénat en soutenant diverses initiatives économiques, sociales et culturelles portées par des parties prenantes externes, dans l'objectif de renforcer son impact sociétal et son positionnement d'investisseur socialement responsable.

L'Institution a notamment appuyé l'initiative « Mois du Consommons local » de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine, destinée à promouvoir la valorisation des produits locaux et à stimuler l'emploi dans les secteurs de l'agro-industrie, de l'artisanat et du textile.

Des événements économiques et financiers majeurs, tels que le Choiseul Africa Summit, le Benin Investment Forum, les BRVM Awards et les rencontres du Club des Dirigeants de Banques et Établissements de Crédit d'Afrique, ont été également soutenus.

La CDC Bénin a contribué à la promotion de l'économie locale, de l'entrepreneuriat et du leadership féminin, notamment à travers le Salon National de l'Artisanat et l'événement Le Bénin se rev'Elles organisé autour de la Journée internationale des droits des femmes.

Enfin, l'Institution a soutenu des actions sociales et éducatives, notamment des activités sportives et de soutien scolaire destinées à des enfants issus de milieux défavorisés.

À travers ces engagements, la CDC Bénin réaffirme sa volonté de promouvoir des initiatives à fort impact social et de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, en accordant une attention particulière aux domaines du handicap, de la santé, de l'éducation et de l'environnement.

5.6. CONTRIBUTION AUX OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD)



En 2025, la CDC Bénin a renforcé sa contribution aux Objectifs de Développement Durable (ODD) à travers des initiatives à impact social, environnemental et économique.

SANTÉ ET BIEN-ÊTRE DU CAPITAL HUMAIN

L'Institution a poursuivi les programmes internes « Heure Santé » et « Masterclass sportives » afin de promouvoir la santé, la prévention médicale et la qualité de vie au travail. Les sessions mensuelles de sensibilisation, animées avec l'appui du Dr Serge Hazoumé, ont porté sur plusieurs pathologies majeures (cancers, maladies cardiovasculaires, asthme, apnée du sommeil). Les activités sportives collectives (marche, fitness, vélo, football) ont également contribué au bien-être et à la cohésion du personnel.

ENGAGEMENT ENVIRONNEMENTAL ET LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

La CDC Bénin a renforcé l'intégration des critères ESG dans ses investissements et organisé une Semaine du Développement Durable afin de sensibiliser son capital humain aux enjeux climatiques. L'Institution a également engagé une démarche de conformité à la norme ISO 14001, incluant une analyse environnementale de ses activités et la mise en place d'un plan d'actions visant à réduire son empreinte carbone.

CONTRIBUTION AUX ODD PAR LES INVESTISSEMENTS ET INITIATIVES SOCIÉTALES

A travers des programmes tels que IDERA en faveur de l'entrepreneuriat féminin, les dispositifs de stages et d'immersion pour les jeunes talents et les investissements dans des projets à impact, créateurs d'emplois, la CDC Bénin contribue à plusieurs ODD, notamment :

- ODD 5 (égalité entre les sexes)
- ODD 7 (énergie propre et abordable)
- ODD 8 (travail décent et croissance économique)
- ODD 9 (industrie, innovation et infrastructures)
- ODD 10 (réduction des inégalités)
- ODD 11 (villes et communautés durables)
- ODD 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques)

RECONNAISSANCE DES ENGAGEMENTS RSE

Les actions de la CDC Bénin en matière de durabilité, d'intégration des critères ESG, d'achats responsables et de soutien aux initiatives sociétales ont été reconnues lors du premier baromètre RSE réalisé par le cabinet Lanignan, confirmant son positionnement de référence en finance durable dans le système financier béninois.

En plaçant la durabilité et la responsabilité au cœur de son action, la CDC Bénin consolide les fondements d'une croissance pérenne et inclusive. Cette approche s'inscrit dans la continuité de son Plan Stratégique, dont l'évaluation offre l'occasion de mesurer les résultats atteints, de tirer les enseignements de l'exercice écoulé et de tracer les perspectives de développement de l'institution.

The background image features a close-up of a hand moving a chess piece on a board. Overlaid on this are various financial data visualizations: a line graph with circular markers, a bar chart, and a candlestick chart. The overall color scheme is blue and white, with an orange box for the title text.

06

**EVALUATION DU
PLAN STRATEGIQUE
& PERSPECTIVES DE
L'INSTITUTION**

Au terme du Plan stratégique 2021–2025, la CDC Bénin a engagé une réflexion visant à apprécier les résultats obtenus, à identifier les enseignements clés et à définir les orientations futures de l'institution. Cette dynamique s'articule autour de trois axes complémentaires :

- L'évaluation du plan stratégique en cours d'achèvement
- L'élaboration du nouveau plan stratégique 2027–2031, et
- La définition d'une feuille de route pour l'année de transition 2026.

Ces travaux traduisent la volonté de la CDC Bénin de renforcer la cohérence de son action, d'améliorer sa performance globale et de consolider son rôle dans le financement du développement économique et social national, en alignement avec les priorités nationales et les meilleures pratiques des institutions financières internationales.

6.1. EVALUATION FINALE DU PLAN STRATEGIQUE 2021-2025

L'évaluation de la mise en œuvre du Plan Stratégique 2021–2025 de la CDC Bénin fait ressortir un niveau d'exécution globalement satisfaisant, avec 33 % des projets réalisés, 47 % partiellement atteints et 20 % non aboutis, traduisant une dynamique positive malgré des disparités selon les axes.

L'Axe 1 affiche un avancement appréciable, marqué par des progrès significatifs en matière de capital humain et une consolidation progressive des fonds propres, mais des retards sur certains chantiers importants (système d'information, gestion des risques).

L'Axe 2 présente une performance globalement satisfaisante, avec des résultats probants en matière de partenariats, de développement du marché financier et d'intégration des enjeux RSE, tandis que des projets, notamment les filiales sectorielles et le financement direct, restent à concrétiser.

L'Axe 3 met en évidence une mobilisation efficace des ressources traditionnelles, mais une insuffisante diversification à travers des instruments innovants.

Toutefois, plusieurs études ont été menées, notamment sur le développement de nouveaux produits d'épargne, dont l'opérationnalisation est en cours. Il s'agit de : Fonds de pension, épargne collective basée sur la culture de la tontine, DIASDEV et Facilité de Financement Vert.

L'analyse de la stratégie révèle par ailleurs des atouts solides (gouvernance, crédibilité institutionnelle et montée en compétences) ainsi que des opportunités importantes liées à l'essor des financements innovants et aux besoins croissants en investissements, en dépit de quelques limites structurelles (digitalisation incomplète et lenteurs opérationnelles) et la trop grande dépendance vis-à-vis des ressources traditionnelles.

Les enseignements tirés soulignent la nécessité de renforcer la gouvernance opérationnelle, de développer davantage le capital humain, d'améliorer les outils de pilotage et de suivi, et surtout d'accélérer la diversification des ressources et des instruments financiers, afin d'accroître durablement l'impact des interventions.

Dans l'ensemble, le Plan Stratégique 2021–2025 a permis de poser les bases d'une montée en puissance progressive de la CDC Bénin, tout en mettant en évidence les priorités fondamentales à adresser pour la prochaine phase de la stratégie.

6.2. ELABORATION D'UN NOUVEAU PLAN STRATEGIQUE

Dans la perspective de l'achèvement du Plan stratégique 2021–2025 et afin d'inscrire durablement son action dans les orientations nationales de développement, la CDC Bénin va engager en 2026 le processus d'élaboration de son nouveau plan stratégique couvrant la période 2027–2031. Cette démarche vise à tirer les enseignements de la mise en œuvre du précédent plan, à consolider les acquis enregistrés et à renforcer le positionnement de l'institution en tant qu'acteur de référence du financement du développement.

Le processus d'élaboration reposera sur une approche structurée et participative, intégrant un diagnostic stratégique approfondi (interne et externe), l'analyse des enjeux sectoriels et des priorités nationales, notamment le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) et les orientations de la Vision Bénin 2060, ainsi que la consultation des principales parties prenantes. Une attention particulière sera accordée à l'intégration des dimensions de performance, de gouvernance, de gestion des risques et d'impact économique, social et environnemental.

Le futur plan aura pour ambition de renforcer l'efficacité opérationnelle de la CDC Bénin, d'accroître sa capacité de mobilisation de ressources et de diversification des instruments financiers, tout en consolidant son rôle dans le financement de projets à fort impact. Il mettra également un accent particulier sur la digitalisation des processus, l'intégration des critères ESG et le développement de partenariats stratégiques, en cohérence avec les standards internationaux des institutions financières de développement.

Enfin, une feuille de route transitoire 2026–2027 sera mise en œuvre afin d'assurer la continuité des actions stratégiques et de préparer efficacement le déploiement du nouveau plan. Cette phase constituera un levier essentiel pour garantir une transition maîtrisée et alignée avec les ambitions de long terme de la CDC Bénin.

6.3. FEUILLE DE ROUTE 2026-2027

Dans la dynamique de capitalisation des acquis du Plan Stratégique 2021–2025 et en articulation avec les perspectives de la future stratégie 2027–2031, la feuille de route 2026–2027 de la CDC Bénin définit des orientations visant à consolider le positionnement de l'institution en tant qu'acteur de référence de la finance durable et du financement du développement au Bénin.

Ces orientations s'articulent autour de trois axes stratégiques complémentaires, traduits en objectifs opérationnels et en projets prioritaires à fort impact.



AXE 1 : EXCELLENCE OPÉRATIONNELLE ET DÉVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN

Objectif stratégique : renforcer la gouvernance, accélérer la transformation digitale et améliorer la performance du capital humain.

Dans un environnement marqué par des exigences accrues en matière de transparence, de performance et de gestion des risques, cet axe vise à consolider les fondamentaux institutionnels de la CDC Bénin. Il s'agit notamment de poursuivre la modernisation des outils de gestion, de renforcer les dispositifs de pilotage et de doter l'Institution des compétences nécessaires à la conduite de ses missions.

Les projets prioritaires incluent :

- La construction et l'aménagement du siège, en vue d'offrir un cadre de travail moderne, fonctionnel et adapté aux ambitions de l'institution
- Le renforcement du pilotage du système d'information, avec une accélération de la digitalisation des processus et une meilleure sécurisation des données
- La consolidation du dispositif global de gestion des risques et de contrôle interne, afin d'améliorer la maîtrise des risques opérationnels, financiers et stratégiques
- Le renforcement du cadre législatif et réglementaire, en vue d'adapter l'environnement juridique aux évolutions des missions et des activités de l'institution.



AXE 2 : AMPLIFICATION DE L'IMPACT ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Objectif stratégique : accroître l'impact des interventions de la CDC Bénin à travers des investissements responsables à effet d'entraînement.

Cet axe traduit la volonté de l'institution de renforcer son rôle de catalyseur du développement économique et social, en orientant ses interventions vers des projets à forte valeur ajoutée pour l'économie nationale et les territoires.

Les projets portent notamment sur :

- La création et l'opérationnalisation de filiales sectorielles, permettant de spécialiser les interventions de la CDC Bénin dans des domaines clés (immobilier, infrastructures, financement des PME, etc.) et d'en accroître l'efficacité ;
- Le renforcement de l'appui au financement des projets à fort impact à travers la mobilisation de ressources longues et l'utilisation d'instruments financiers adaptés, en vue de soutenir des investissements générateurs d'emplois, de croissance et d'impact social.

A travers cet axe, la CDC Bénin entend également renforcer l'intégration des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans ses interventions, en cohérence avec les Objectifs de Développement Durable.



AXE 3 : RENFORCEMENT DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES

Objectif stratégique : diversifier et accroître les ressources financières nationales et internationales.

La capacité d'intervention de la CDC Bénin repose sur une mobilisation efficace et durable des ressources. Cet axe vise à réduire la dépendance aux sources traditionnelles de financement et à développer de nouveaux leviers de mobilisation.

Les projets prioritaires concernent :

- La consolidation des ressources auprès des partenaires traditionnels, notamment les organismes publics et parapublics, afin de sécuriser des ressources stables et pérennes
- L'opérationnalisation et le lancement de nouveaux produits d'épargne, incluant des mécanismes innovants tels que l'épargne collective inspirée des tontines, la mise en place de fonds de pension, ainsi que le déploiement du dispositif DIASDEV.

Ces initiatives visent à élargir la base de ressources de l'institution, à renforcer son autonomie financière et à accroître son effet de levier dans le financement de l'économie.

La CDC Bénin réaffirme son ambition de consolider ses acquis, d'accélérer sa transformation et d'amplifier son impact au service du développement économique, social et environnemental du Bénin. Cette feuille de route constitue ainsi un cadre stratégique opérationnel permettant de préparer efficacement la prochaine phase de développement de l'institution.

6.4. ENSEIGNEMENTS TIRES ET AXES D'AMÉLIORATION

Au regard des performances observées et des défis identifiés dans la mise en œuvre du plan stratégique, il apparaît nécessaire de capitaliser sur les acquis tout en tirant des enseignements utiles permettant d'orienter les ajustements futurs de manière plus efficace et durable :

- Les résultats sont meilleurs lorsque les responsabilités de pilotage sont clairement définies et soutenues par des outils opérationnels ;
- Les indicateurs doivent rester réalistes, mesurables et liés à des leviers maîtrisables par la CDC Bénin ;
- La disponibilité de projets bancables est un facteur déterminant pour l'atteinte des objectifs de financement ;
- La RSE/ESG doit être intégrée dès l'instruction des projets pour limiter les difficultés de collecte documentaire en aval ;
- Les outils SI et de suivi-évaluation doivent être digitalisés afin d'améliorer la fiabilité, la traçabilité et la réactivité du reporting ;
- La mobilisation des ressources doit être mieux articulée aux besoins du portefeuille d'investissement et au cadre de gestion actif-passif ;
- Le prochain plan stratégique devra renforcer les indicateurs d'impact et la capacité d'analyse des résultats au-delà des volumes financiers.

CONCLUSION

Au terme de l'exercice 2025, la CDC Bénin confirme sa trajectoire de croissance et la solidité de son modèle institutionnel, fondé sur un équilibre entre performance financière, excellence de gouvernance et création d'impact durable.

À travers la mobilisation de l'épargne nationale et son orientation vers des investissements productifs et structurants, la CDC Bénin contribue activement au financement de l'économie et au renforcement de la souveraineté financière du Bénin.

Les résultats enregistrés au cours de l'exercice témoignent d'un renforcement significatif des fondamentaux de l'Institution, tant en matière de gouvernance, de gestion des risques, de conformité et de contrôle interne que d'intégration des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Ils traduisent également une capacité accrue à structurer, financer et accompagner des projets à forte valeur ajoutée économique et sociale.

Dans un environnement économique et financier en constante évolution, la CDC Bénin devra poursuivre ses efforts afin de consolider ses acquis, diversifier davantage ses sources de financement, optimiser la performance de ses actifs et renforcer ses dispositifs de pilotage stratégique et opérationnel.

Plus que jamais, l'enjeu consiste à transformer les défis en opportunités en mobilisant des financements innovants, en développant des partenariats stratégiques et en orientant les capitaux vers des projets structurants à fort impact pour les populations et les territoires.

Forte des avancées réalisées et résolument tournée vers l'avenir, la CDC Bénin entend poursuivre son changement d'échelle et consolider son positionnement comme un investisseur public de référence en Afrique de l'Ouest, capable de conjuguer excellence institutionnelle, discipline financière et contribution déterminante à un développement durable, inclusif et résilient.

« CDC Bénin : Des engagements durables pour une prospérité partagée »



ANNEXES

Organigramme de la Caisse au 31 décembre 2025





Avenue Jean-Paul II, lot 20, Zone résidentielle,
2ème étage de l'immeuble « Le JATOA »
01 BP 1689 Cotonou (Rép. Bénin)

Tél. (229) 21 31 00 52/91 34 55 55
Fax. (229) 21 31 00 53

www.cdcb.bj
contact@cdcb.bj
IFU 4 2020 1119 8896